



RAPPORT FINANCIER AU 30 JUIN 2020

CHIFFRES CLES CONSOLIDES.....	2
RAPPORT D'ACTIVITE.....	3
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	12
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	48
ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES.....	50

Chiffres clés consolidés

Au 1^{er} semestre 2020, les chiffres clés du groupe Casino ont été les suivants :

En millions d'euros	S1 2019 retraité ¹	S1 2020	Variation	Variation TCC
Chiffre d'affaires consolidé HT	16 842	16 140	-4,2%	+5,9%
<i>Marge des activités courantes</i>	4 255	3 981	-6,4%	
EBITDA²	1 123	1 066	-5,1%	+4,0%
<i>Dotations aux amortissements nettes</i>	(667)	(680)	-1,9%	
Résultat opérationnel courant (ROC)	455	386	-15,3%	-3,6%
Autres produits et charges opérationnels non courants	(286)	(249)	+13,0%	
Résultat financier, dont :	(294)	(451)	-53,4%	
<i>Coût de l'endettement financier net</i>	(156)	(188)	-20,6%	
<i>Autres produits et charges financiers</i>	(139)	(264)	-90,2%	
Résultat avant impôts	(125)	(314)	n.s	
Produit (Charge) d'impôt	(24)	12	n.s	
Quote-part de résultat net des entreprises associées et coentreprises	22	15	-32,3%	
Résultat net des activités poursuivies	(127)	(287)	n.s	
<i>Dont part du Groupe</i>	(172)	(334)	-93,9%	
<i>Dont intérêts minoritaires</i>	45	47	+4,4%	
Résultat net des activités abandonnées	(98)	(158)	-60,0%	
<i>Dont part du Groupe</i>	(110)	(162)	-47,1%	
<i>Dont intérêts minoritaires</i>	12	4	-62,9%	
Résultat net de l'ensemble consolidé	(226)	(445)	-97,1%	
<i>Dont part du Groupe</i>	(282)	(496)	-75,7%	
<i>Dont intérêts minoritaires</i>	57	52	-9,3%	
Résultat net normalisé, Part du Groupe³	12	(87)	n.s	n.s

¹ Compte tenu de la décision prise en 2019 de céder Leader Price, cette activité est présentée en activité abandonnée en 2019 et en 2020 conformément à la norme IFRS 5. Les comptes comparatifs 2019 ont été retraités en conséquence. Via Varejo, dont la cession a été finalisée le 14 juin 2019, est présentée en activité abandonnée dans les comptes au 30 juin 2019 conformément à la norme IFRS 5. Les variations organiques et comparables sont hors essence et calendaire.

² EBITDA = ROC + dotations aux amortissements

³ Des activités poursuivies, voir définition page 10

Rapport d'activité

1. Analyse de l'activité et des résultats semestriels

Les commentaires du rapport financier semestriel sont réalisés en comparaison au S1 2019 sur les résultats des activités poursuivies.

Compte tenu de la décision prise en 2019 de céder Leader Price, cette activité est présentée en activité abandonnée en 2019 et en 2020 conformément à la norme IFRS 5. Les comptes comparatifs 2019 ont été retraités en conséquence. Via Varejo dont la cession a été finalisée le 14 juin 2019 est présentée en activité abandonnée dans les comptes au 30 juin 2019 conformément à la norme IFRS 5.

Les variations organiques et comparables sont hors essence et calendaire.

Conformément aux recommandations AMF, l'ensemble des coûts liés à la pandémie dont les primes exceptionnelles et avantages assimilés versés aux collaborateurs sont présentés dans le résultat opérationnel courant (ROC).

Principales variations du périmètre de consolidation

- Diverses opérations de cessions et prises de contrôle de magasins au cours du S1 2019 au sein de Franprix Leader Price
- Opérations de cessions et fermetures de magasins déficitaires au cours du S1 2019
- Finalisation de la cession de Via Varejo le 14 juin 2019
- Finalisation de la cession de Vindémia le 30 juin 2020

Effets de change	Taux de change moyen			Taux de change clôture		
	30 juin 2019	30 juin 2020	Evolution vs juin 2019	30 juin 2019	30 juin 2020	Evolution vs juin 2019
Colombie (EUR/COP) (X 1000)	3,6008	4,0704	-11,5%	3,6369	4,2271	-14,0%
Brésil (EUR/BRL)	4,3435	5,4167	-19,8%	4,3511	6,1118	-28,8%

- **Forte hausse du chiffre d'affaires du Groupe de +10,4% au T2 en comparable**
 - En France, croissance de + 6,0 % en comparable et + 7,9 % y compris Cdiscount
 - Sur Cdiscount¹, accélération du volume d'affaires (« GMV ») à + 25 %, portée par la progression de + 39 % de la marketplace qui atteint 46,3 % du GMV
 - En Amérique latine, croissance de + 17,3 % en organique tirée par Assai au Brésil (+ 26,4 %¹)
- **Progression de l'EBITDA Groupe du semestre de +4 %² et de la marge d'EBITDA en France de + 9 bps malgré les surcoûts de la pandémie, en raison de plans d'économies de coûts renforcés**
 - En France, marge d'EBITDA de la distribution en progression de + 9 bps à 7,2 %
 - Les plans d'économies et plan Rocode ont permis une économie de + 40 M€, soit une amélioration pérenne du ratio de coûts de +50 bps
 - La crise sanitaire a généré un effet activité de + 80 M€ qui a été plus que compensé par des **surcoûts temporaires** liés aux mesures prises en urgence pour assurer l'approvisionnement des populations dans des conditions dégradées (coûts logistique : - 27 M€, renforts de personnel : - 28 M€) et pour protéger nos collaborateurs et nos clients (sécurité, matériel de protection, nettoyage : - 38 M€). **À ces effets opérationnels de - 13 M€ s'ajoute la prime exceptionnelle aux salariés de - 37 M€, portant l'impact net de la crise sanitaire à - 50 M€ au S1 2020**
 - Excellente performance de Cdiscount avec un EBITDA en amélioration de + 30 M€ tiré par la marketplace
 - En Amérique latine, hausse de l'EBITDA de + 9,9 %² avec d'excellentes performances d'Assai

¹ Donnée publiée par la filiale

² Croissance à taux de change constant

- **En France, forte génération de cash-flow de 507 M€ sur 12 mois ; liquidité solide à fin S1 2020 avec 3,2 Mds€ dont 2,3 Mds€ de lignes de crédit confirmées non tirées**
- **Renforcement des axes de force du Groupe en France**
 - **Formats : progression à deux chiffres** des formats urbains et de proximité sur le trimestre, avec 68 ouvertures de magasins. Croissance du bio de + 14 % sur le semestre. Parc total de 444 magasins autonomes
 - **E-commerce alimentaire¹ : progression à trois chiffres et maintien d'une bonne dynamique** après-crise avec environ 10 000 commandes par jour (vs 6 500 avant crise) ; Déploiement de **l'entrepôt Casino O'logistique automatisé** avec la technologie Ocado avec des commandes multipliées par 5 en 1 mois
 - **E-commerce non alimentaire : recrutement de 1 million de nouveaux clients** au T2
- **Cession de Leader Price à Aldi France pour 735 M€ portant le montant total des cessions signées à 2,8 Mds€ et finalisation de la cession de Vindémia portant le total des cessions encaissées à 2,0 Mds€**

<i>En M€</i>	S1 2019 retraité	S1 2020	Var. totale	Var. TCC
Chiffre d'affaires	16 842	16 140	- 4,2 %	+ 5,9 %
EBITDA	1 123	1 066	-5,1%	+4,0%
ROC	455	386	-15,3%	-3,6%
Résultat net normalisé des activités poursuivies, Part du Groupe	12	(87)	n.a	n.a
Dette financière nette	(4 703)	(4 834)	- 131	n.s
<i>dont France</i>	(2 899)	(2 821)	+ 77	<i>n.s</i>

Faits marquants du S1 2020

■ Forte mobilisation du Groupe dans le contexte inédit de crise du Covid-19

Le groupe Casino s'est **mobilisé** pour assurer sa mission essentielle, la **sécurisation de l'approvisionnement alimentaire des populations dans un contexte de crise sanitaire inédit**. La priorité a été la **mise en place de mesures de protection des collaborateurs et des clients** : masques et gels hydro-alcooliques, plexiglas de protection, nettoyages systématiques conformément aux protocoles sanitaires, sécurisation et distanciation entre les clients, outils d'encaissement automatique. Des mesures ont été prises avec les **fournisseurs et les pouvoirs publics** afin de permettre d'assurer la **continuité des chaînes d'approvisionnement et sécuriser les opérations**.

Le Groupe a enregistré des **surcoûts liés au maintien de l'activité** dans des conditions dégradées, **dont l'essentiel a disparu avec le déconfinement**.

- **Surcoûts logistiques** : surcoûts de transport, désorganisations liées aux problèmes d'approvisionnement des fournisseurs, non facturation de pénalités logistiques ;
- **Surcoûts de frais de personnels** : renforts, heures de nuit, complément de salaires pour les personnels en arrêt maladie ou garde d'enfants ;
- **Surcoûts de protection et de sécurité** : achats massifs en urgence de masques, gants et gels hydro-alcoolique, protection en plexiglas, nettoyage renforcé des magasins, gardiennage pour réguler les distances entre clients ;
- **Surcoûts liés à la prime exceptionnelle aux salariés.**

¹ E-commerce alimentaire = E-commerce France hors Cdiscount

■ Accélération de l'E-commerce et des solutions digitales, et poursuite du développement des formats porteurs

Au cours du semestre, les formats de proximité du Groupe et le E-commerce ont été particulièrement sollicités. Le **E-commerce alimentaire** affiche une **croissance à trois chiffres sur le T2 2020**, avec le déploiement des solutions de click & collect et de la livraison à domicile dans les formats urbains et de proximité. Le Groupe a également déployé l'entrepôt **Casino O'logistique** automatisé par la technologie Ocado. La montée en puissance de l'entrepôt est rapide avec une multiplication par 5 du nombre de commandes entre fin mai et fin juin. Les zones de livraison sont étendues à 4 départements (Paris et petite couronne), couvrant 6,8 millions d'habitants. Après le déconfinement, la transition vers un **nouveau modèle de consommation** s'accélère. Le nombre de **commandes** est en **hausse** de + **50 %** à environ **10 000 commandes par jour** sur les dernières semaines contre **6 500 avant-crise**.

Cdiscount poursuit sa **forte dynamique** tirée par une contribution croissante de la marketplace au volume d'affaires (« GMV ») à 46,3 % au T2, en hausse de + 6,2 pts. Le groupe a fait évoluer son mix-produit vers des produits à marge élevée et à forte récurrence d'achat (bricolage, jardin, sport, produits du quotidien).

La base de clients s'est fortement accrue, avec 1 million de nouveaux clients au T2 et un pic de 25 millions de visiteurs uniques en mai.

Le développement de **solutions digitales** se poursuit en magasins. La quote-part d'encaissement automatique¹ s'établit à 46% en hypermarchés et à 40% en supermarchés en juin. A date, le Groupe compte 444 magasins autonomes dont plus de la moitié des hypermarchés (58 magasins) et des supermarchés (167 magasins). Le programme de fidélité par abonnement **CasinoMax Extra**² représente 10 % du chiffre d'affaires en hypermarchés et supermarchés.

Parallèlement, le Groupe continue de se concentrer sur le développement de ses formats **premium et de proximité** avec **l'ouverture de 68 magasins** sur le semestre. Après 213 ouvertures en 2019, l'objectif est de déployer 300 nouveaux magasins d'ici 2021. Le Groupe continue de développer des **corners**

non-alimentaires, notamment chez Franprix avec Hema et Décathlon, respectivement dans 79 et 18 magasins. Le **bio** maintient une bonne dynamique de + **14,4 %** sur le semestre.

■ Poursuite du développement des nouvelles activités

Le groupe Casino continue de développer ses nouvelles activités créatrices de valeur. **GreenYellow** poursuit **son expansion à l'international** avec la signature du 100^{ème} contrat photovoltaïque en Thaïlande et d'un contrat photovoltaïque de 12 MWc en Afrique du Sud pour un acteur des métaux précieux. Au Brésil, des contrats d'économies d'énergie ont été signés avec plusieurs distributeurs.

Le développement de l'activité **Data** avec **relevanC** se poursuit avec une forte **croissance de + 34 %** au cours du semestre à **44 M€**, malgré un recul du marché. La plateforme « relevanC Advertising » permettant la gestion et le suivi du budget des campagnes publicitaires contribuera à accélérer le recrutement de nouveaux clients.

Concernant l'activité de **Data Centers**, **ScaleMax**, la **capacité de calcul** de l'entrepôt de Réau a progressé de + **30 %** au cours du semestre. Pendant le confinement, des **capacités de calcul ont été mises à disposition** pour le projet Folding@home de recherche contre le Covid-19.

¹ Smartphones ou caisses automatiques

² Abonnement de 10€ par mois (ou 90€ sur 12 mois) offrant une remise immédiate de 10% sur l'ensemble des achats

■ Avancement du plan de cession d'actifs non stratégiques

Le groupe Casino a annoncé la **cession de 567 magasins et 3 entrepôts Leader Price** en France métropolitaine à Aldi France, pour une valeur d'entreprise de 735 M€¹, portant le **montant total des cessions signées à 2,8 Mds€**.

Le Groupe a également finalisé la cession de sa filiale **Vindémia**, leader de la grande distribution dans l'Océan Indien. Elle porte le **montant total des cessions encaissées à 2,0 Mds€**.

■ Reconnaissance des engagements RSE du Groupe

Le groupe Casino a été classé par Vigéo Eiris² **premier distributeur européen** pour sa **politique et ses engagements RSE**. Il se positionne comme la première entreprise européenne de distribution pour ses engagements en faveur du **climat**, de **la protection de l'environnement**, de sa **politique de ressources humaines** et de sa **gouvernance d'entreprise** ainsi que pour sa **politique sociale** et de ressources humaines sur l'ensemble des 129 entreprises françaises évaluées. Parmi les actions réalisées, le Groupe a mis en avant le bio qui a enregistré un chiffre d'affaires de 1,2 Md€ au S1 2020 (sur 12 mois), en s'appuyant notamment sur plus de 200 magasins spécialisés. Il a utilisé 160 tonnes de plastique recyclé pour ses emballages. Par ailleurs, 18 700 tonnes de produits ont été donnés aux banques alimentaires et associations en 2019. **Enfin, le Groupe a réduit ses émissions directes de gaz à effet de serre de - 19,6 % entre 2015 et 2019³**.

¹ Incluant un complément de prix de 35 M€, versé en cas de respect d'indicateurs opérationnels durant une période de transition

² Filiale de l'agence de notation Moody's

³ Tonnes de CO₂eq sur le Scope 1 + 2 en tenant compte du périmètre 2019

CHIFFRE D'AFFAIRES DU DEUXIEME TRIMESTRE 2020

Au deuxième trimestre 2020, le chiffre d'affaires du Groupe atteint 7 846 M€, en baisse de - 7,5 % au total. Sur la période, les effets de change et d'essence ont un effet défavorable respectivement de - 13,1% et - 2,9 %. L'effet calendaire est de - 0,4 %. La **croissance comparable** du Groupe s'établit à + **10,4 %**¹ tirée par une activité dynamique en **France et en Amérique latine**, dans un contexte inédit de crise sanitaire.

En France, les ventes totales sont impactées par un recul des ventes d'essence (- 157 M€ soit - 4,1 pts) et par l'impact du plan Rocado en hypermarchés et supermarchés. La **croissance comparable** s'établit à + **6,0 %** sur le trimestre, portées par les **formats urbains et de proximité** (Franprix, Supermarchés et Proximité) avec une progression à deux chiffres, et le **E-commerce alimentaire en croissance à trois chiffres**. Les ventes de Monoprix affichent une hausse soutenue en alimentaire (+ 7,6 % en comparable) et renouent avec un dynamisme en non-alimentaire à partir de mi-mai.

Cdiscount² affiche un volume d'affaires (« GMV ») en hausse de + 24,8 % en organique, malgré le décalage des soldes à mi-juillet, tiré par la marketplace et les ventes directes. La **marketplace** est en croissance de + 39 % ce trimestre et atteint une quote-part de 46,3 % du GMV (+ 6,2 pts). Sur le trimestre, le nombre de **nouveaux clients** s'élève à 1 million avec 25 millions de visiteurs uniques en mai. Le GMV à l'international a doublé sur le trimestre avec une plateforme regroupant 88 sites couvrant 25 pays.

En **Amérique latine** (GPA Food et Éxito), les ventes progressent de + **12,5 % en comparable et de + 17,3% en organique**. Le chiffre d'affaires total est impacté par un fort effet de change défavorable de - 28,2 %.

Ce trimestre, les ventes en Amérique latine sont tirées par le **succès de la stratégie de retournement de Multivarejo** avec une croissance comparable de + 15,8 %² et le maintien de **l'excellente performance d'Assaí** avec une croissance de + 26,4 %² en organique. Éxito enregistre une bonne performance avec une croissance comparable de + 6,0 %² malgré les restrictions de déplacement en Colombie.

¹ Hors essence et calendaire

² Donnée publiée par la filiale

RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2020

Au S1 2020, le **chiffre d'affaires consolidé du Groupe** atteint **16 140 M€**, soit une variation de - 4,2 % au total, une hausse de + 9,4 % en organique et de + 8,4 % en comparable.

En **France**, le chiffre d'affaires semestriel est en hausse de + 6,0 % en comparable, tiré par les formats urbains et de proximité.

Le **E-commerce (Cdiscount)** affiche une hausse de son volume d'affaires (« GMV ») de + 12,0 %¹ tirée par la contribution croissante de la marketplace et des services B2C. Cdiscount enregistre une croissance soutenue depuis la fin du confinement confirmant la tendance.

Les ventes en **Amérique latine** sont en croissance de + 15,7 % en organique et de + 10,5 % en comparable, tirées par la très bonne performance d'Assai et le regain d'activité de Multivarejo.

L'**EBITDA Groupe** atteint **1 066 M€**, en hausse de + **4,0 %** hors effet de change.

En France, la marge de l'EBITDA de la distribution est en croissance de + **9 bps** à **7,2 %**.

Les plans d'économies et plan Rodeo ont permis une économie de + 40 M€, **soit une amélioration pérenne** du ratio de coûts de +50 bps.

La crise sanitaire a généré un effet activité de + 80 M€ qui a été plus que compensé par des **surcoûts temporaires** liés aux mesures prises en urgence pour assurer l'approvisionnement des populations dans des conditions dégradées (coûts logistiques : - 27 M€, renforts de personnel : - 28 M€) et pour protéger nos collaborateurs et nos clients (sécurité, matériel de protection, nettoyage : - 38 M€). **À ces effets opérationnels**

de - 13 M€ s'ajoute la prime exceptionnelle aux salariés de - 37 M€, portant l'impact net de la crise sanitaire à - 50 M€ au S1 2020.

Cdiscount enregistre une **progression de son EBITDA** de + **30 M€** soit une **marge d'EBITDA** de **4,5 %**

(+ 302 bps), avec une **marge brute en hausse de + 2,8 pts**, tirée par l'évolution du mix produit vers des ventes à marge élevée et à récurrence d'achat (bricolage, jardin, sport, produits du quotidien).

L'EBITDA de l'Amérique latine progresse de + **9,9 % hors effet change**. **Pour GPA, l'EBITDA** est en croissance de + **10,9 % hors effet change** porté par l'amélioration de la rentabilité d'Assai. **Pour Grupo Éxito, l'EBITDA** est en hausse de + **7,3 % hors effet change**.

Le ROC Groupe s'établit à **386 M€**. Le ROC est impacté par des surcoûts exceptionnels liés au Covid-19 (dont - 47 M€ de prime exceptionnelle aux salariés sur l'ensemble du Groupe) et un effet change de - 55 M€. Hors prime exceptionnelle aux salariés, le ROC Groupe progresse de + 7 % à change constant. En France, le ROC de la distribution s'élève à 144 M€ et progresse de + 2 % hors prime exceptionnelle aux salariés.

RESULTAT FINANCIER ET RESULTAT NET PART DU GROUPE NORMALISES²

Le **Résultat financier normalisé** au premier semestre s'établit à - 378 M€ contre - 341 M€ au S1 2019. Les charges financières sont en hausse suite au refinancement au S2 2019 en France, l'impact de la réduction de la dette brute liée aux cessions 2020 déjà signées n'étant pas encore reflété. Les charges financières de GPA s'inscrivent en hausse dans le cadre de l'OPA sur Éxito (rachat des minoritaires) réalisée au S2 2019.

Le Résultat net normalisé des activités poursuivies Part du Groupe s'établit à - 87 M€ ce semestre contre 12 M€ au S1 2019.

¹ Donnée publiée par la filiale

² Définitions données en page 10

RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE

Le **Résultat net de l'ensemble consolidé** s'établit à - 445 M€ ce semestre contre - 226 M€ au S1 2019. Le Résultat Net des activités poursuivies s'établit à - 287 M€ en raison notamment de - 249 M€ de charges exceptionnelles majoritairement non cash. Le Résultat net des activités abandonnées s'établit à - 158 M€ en raison notamment d'opérations de déstockage.

SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2020

Le **cash-flow libre de la France avant plan de cession et plan Rocado** s'établit à - 40 M€ sur le S1 2020, reflétant la saisonnalité habituelle avec une **progression de + 140 M€** par rapport au S1 2019. La variation de BFR s'améliore de + 137 M€ ce semestre par rapport au S1 2019, porté par la dynamique des ventes et les plans d'actions. Les investissements (Capex bruts) sont en réduction de - 14 % sur la période. **En France, sur 12 mois glissants la dette financière nette s'inscrit en légère réduction** après réintégration de 555 M€ correspondant au remboursement de Ségisor (c. 200 M€) et aux dénouements des TRS et forward GPA (357 M€). **En France, le Groupe a généré 507 M€ de cash-flow libre opérationnel¹, soit 254 M€ après frais financiers et dividendes** et encaissé 469 M€ de produits de cession.

La **Dette financière nette de Casino en France²** au 30 juin 2020 s'établit à 2,8 Mds€ contre 2,9 Mds€ au 30 juin 2019. La dette financière nette E-commerce est quasi-stable. La dette du Latam augmente de 187 M€ en lien avec l'opération de simplification de la structure du Groupe en Amérique latine.

La **Dette financière nette du groupe Casino** au 30 juin 2020 est de **4,8 Mds€ contre 4,7 Mds€** au 30 juin 2019.

En France², Casino dispose au 30 juin 2020 de 3,2 Mds€ de liquidités, se composant d'une **position de trésorerie brute** de 913 M€ et de **lignes de crédit confirmées non tirées** de 2,3 Mds€. **Par ailleurs, le Groupe dispose d'un montant de 186 M€** sur un compte séquestre dédié au remboursement des obligations.

INFORMATIONS FINANCIERES ADDITIONNELLES RELATIVES A LA DOCUMENTATION SUR LES REFINANCEMENTS 2019

Au 30 juin 2020, sur le périmètre « France Retail + E-commerce »³, les covenants sont respectés. Le ratio **Dette brute / EBITDA ajusté est de 6,62x**, inférieur au plafond de 7,50x, soit avec une marge de manœuvre de 764 M€ sur la dette brute. Le ratio **EBITDA ajusté / Coûts financiers nets est de 3,76x**, supérieur au seuil de 2,25x, soit une marge de manœuvre de 350 M€ sur l'EBITDA.

PERSPECTIVES S2 2020

Les priorités du Groupe en France pour le semestre sont :

- La **croissance de l'activité** portée par le E-commerce alimentaire et Cdiscount, l'expansion sur les formats porteurs et la dynamique commerciale des enseignes
- La **poursuite de l'accroissement de la rentabilité** via la montée en puissance des plans d'économies en cours et la croissance des nouvelles activités (énergie et data)
- La **génération de cash** avec la poursuite des efforts de baisse de stocks et la maîtrise des capex
- La **réduction de la dette brute** avec l'allocation de l'ensemble des produits du plan de cession au désendettement, et la poursuite du plan de cession de 4,5 Mds€ d'actifs non stratégiques

Le Conseil d'administration s'est réuni le 29 juillet 2020 pour arrêter les comptes consolidés du premier semestre 2020. Ces comptes ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

¹ Hors plan de cession et plan Rocado

² Périmètre holding du Groupe Casino, incluant notamment les activités françaises et les holdings détenues à 100 %

³ Périmètre tel que défini dans les documentations de refinancement avec principalement Ségisor comptabilisé dans le périmètre France Retail + E-commerce

Annexe : Indicateurs alternatifs de performance

Les définitions des principaux indicateurs non-gaap sont disponibles sur le site du groupe Casino (<https://www.groupe-casino.fr/fr/investisseurs/information-reglementee-amf-documents-amf/>), notamment le résultat net normalisé qui est repris ci-dessous.

Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies corrigé (i) des effets des autres produits et charges opérationnels tels que définis dans la partie « principes comptables » de l'annexe annuelle aux comptes consolidés, (ii) des effets des éléments financiers non récurrents ainsi que (iii) des produits et charges d'impôts afférents à ces retraitements et à l'application de la règle IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux ».

Les éléments financiers non récurrents regroupent les variations de juste valeur des dérivés actions (par exemple les instruments de Total Return Swap et Forward portant sur les titres GPA) et les effets d'actualisation monétaire de passifs fiscaux brésiliens.

Cet agrégat permet de mesurer l'évolution du résultat récurrent des activités.

En millions d'euros	S1 2019 retraité	Eléments de normalisation	S1 2019 normalisé	S1 2020	Eléments de normalisation	S1 2020 normalisé
Résultat Opérationnel Courant	455	0	455	386	0	386
Autres charges et produits opérationnels	(286)	286	0	(249)	249	0
Résultat opérationnel	169	286	455	137	249	386
Coût de l'endettement financier net	(156)	0	(156)	(188)	0	(188)
Autres produits et charges financiers ¹	(139)	(47)	(185)	(264)	74	(190)
Charge d'impôt ²	(24)	(33)	(58)	12	(66)	(53)
Quote-part de résultat net des entreprises associées et coentreprises	22	0	22	14	0	15
Résultat net des activités poursuivies	(127)	206	79	(287)	257	(30)
dont intérêts minoritaires ³	45	22	67	47	9	57
dont part du Groupe	(172)	184	12	(334)	248	(87)

¹ Sont retraités des autres produits et charges financiers, principalement les effets d'actualisation monétaire des passifs fiscaux, ainsi que les variations de juste valeur des Total Return Swaps et des Forwards

² Sont retraités de la charge d'impôt, les effets d'impôt correspondants aux éléments retraités ci-dessus et à l'application de la règle IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux »

³ Sont retraités des intérêts ne donnant pas le contrôle les montants associés aux éléments retraités ci-dessus

2. Evènements récents

Il n'y a pas eu d'évènement significatif postérieur à la clôture des comptes semestriels au 30 juin 2020.

3. Description des principaux risques et incertitudes au S1 2020

Les facteurs de risque sont identiques à ceux identifiés dans le chapitre 4 du document d'enregistrement universel 2019 du Groupe Casino, disponible sur le site internet.

4. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées intervenues sur le premier semestre 2020 sont décrites dans la Note 12 – Transactions avec les parties liées des états financiers semestriels.

ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS
AU 30 JUIN 2020

SOMMAIRE

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	14
ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE.....	15
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE.....	16
ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES.....	17
ÉTATS DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	18
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	20

Etats financiers consolidés résumés

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

en millions d'euros	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité ⁽ⁱ⁾
ACTIVITES POURSUIVIES			
Chiffre d'affaires, hors taxes	5 / 6.2	16 140	16 842
Autres revenus	6.2	245	327
Revenus totaux	6.2	16 385	17 169
Coût d'achat complet des marchandises vendues		(12 403)	(12 914)
Marge des activités courantes		3 981	4 255
Coûts des ventes	6.3	(2 939)	(3 105)
Frais généraux et administratifs	6.3	(656)	(695)
Résultat opérationnel courant	5.1	386	455
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		2,4%	2,7%
Autres produits opérationnels	6.5	223	50
Autres charges opérationnelles	6.5	(472)	(336)
Résultat opérationnel		137	169
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		0,8%	1,0%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9.3.1	9	11
Coût de l'endettement financier brut	9.3.1	(197)	(166)
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	(188)	(156)
Autres produits financiers	9.3.2	87	105
Autres charges financières	9.3.2	(350)	(243)
Résultat avant impôt		(314)	(125)
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		-1,9%	-0,7%
Produit (Charge) d'impôt	7	12	(24)
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises		15	22
Résultat net des activités poursuivies		(287)	(127)
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		-1,8%	-0,8%
dont, part du Groupe		(334)	(172)
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		47	45
ACTIVITES ABANDONNEES			
Résultat net des activités abandonnées	3.2.2	(158)	(98)
dont, part du Groupe	3.2.2	(162)	(110)
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle	3.2.2	4	12
ENSEMBLE CONSOLIDE			
Résultat net de l'ensemble consolidé		(445)	(226)
dont, part du Groupe		(496)	(282)
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		52	57

Résultat net par action

en euros	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité ⁽ⁱ⁾
Des activités poursuivies, part du Groupe		
▪ de base	(3,43)	(1,95)
▪ dilué	(3,43)	(1,95)
De l'ensemble consolidé, part du Groupe		
▪ de base	(4,93)	(2,97)
▪ dilué	(4,93)	(2,97)

(i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3)

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

en millions d'euros	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2020	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2019 retraité ⁽ⁱ⁾
Résultat net de l'ensemble consolidé	(445)	(226)
Éléments recyclables ultérieurement en résultat	(1 188)	60
Couvertures de flux de trésorerie et réserve de coût de couverture ⁽ⁱⁱ⁾	(14)	(36)
Écarts de conversion ⁽ⁱⁱⁱ⁾	(1 152)	83
Instruments de dette évalués à la juste valeur par OCI	-	4
Quote-part des entreprises associées et des coentreprises dans les éléments recyclables	(26)	(2)
Effets d'impôt	4	12
Éléments non recyclables en résultat	2	(1)
Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par OCI	-	(2)
Écarts actuariels	3	1
Quote-part des entreprises associées et des coentreprises dans les éléments non recyclables	-	(1)
Effets d'impôt	(1)	-
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt	(1 186)	59
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période, net d'impôt	(1 630)	(167)
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>(975)</i>	<i>(280)</i>
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>(655)</i>	<i>114</i>

(i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3)

(ii) La variation de la réserve de coût de couverture sur le 1^{er} semestre 2020 et sur le 1^{er} semestre 2019 n'est pas significative

(iii) La variation négative du 1^{er} semestre 2020 de 1 152 millions d'euros résulte principalement de la dépréciation de la monnaie brésilienne pour -843 millions d'euros et colombienne pour -259 millions d'euros. La variation positive du 1^{er} semestre 2019 de 83 millions d'euros résultait principalement de l'appréciation de la monnaie brésilienne pour 112 millions d'euros compensée par la dépréciation de la monnaie uruguayenne pour -37 millions d'euros

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIFS				
en millions d'euros		Notes	30 juin 2020	31 décembre 2019 retraité ⁽ⁱ⁾
Goodwill		8	6 746	7 489
Immobilisations incorporelles		8	2 046	2 296
Immobilisations corporelles		8	4 271	5 113
Immeubles de placement		8	443	493
Actifs au titre de droits d'utilisation		8	4 387	4 837
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises			205	341
Autres actifs non courants			1 010	1 183
Actifs d'impôts différés			853	772
Actifs non courants			19 960	22 524
Stocks			3 371	3 775
Créances clients			807	836
Autres actifs courants			1 665	1 536
Créances d'impôts courants			131	111
Trésorerie et équivalents de trésorerie		9	2 207	3 572
Actifs détenus en vue de la vente		3.2	2 448	2 774
Actifs courants			10 630	12 603
TOTAL ACTIFS			30 590	35 127
PASSIFS				
en millions d'euros		Notes	30 juin 2020	31 décembre 2019 retraité ⁽ⁱ⁾
Capital social		10.1	166	166
Primes, titres auto-détenus, autres réserves et résultats			3 580	4 602
Capitaux propres part du Groupe			3 746	4 767
Intérêts ne donnant pas le contrôle			2 881	3 523
Capitaux propres			6 627	8 291
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes			337	357
Autres provisions non courantes		11.1	322	458
Dettes financières brutes non courantes		9.2	7 326	8 100
Passifs de loyers non courants			3 627	3 937
Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle			62	61
Autres dettes non courantes			165	181
Passifs d'impôts différés			459	566
Passifs non courants			12 298	13 661
Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes			11	11
Autres provisions courantes		11.1	181	153
Dettes fournisseurs			5 090	6 580
Dettes financières brutes courantes		9.2	1 752	1 549
Passifs de loyers courants			678	740
Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle			119	105
Dettes d'impôts exigibles			84	48
Autres dettes courantes			2 823	2 839
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente		3.2	928	1 150
Passifs courants			11 664	13 175
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			30 590	35 127

(i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3)

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

en millions d'euros	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité ⁽ⁱ⁾
Résultat avant impôt des activités poursuivies		(314)	(125)
Résultat avant impôt des activités abandonnées	3.2.2	(104)	(28)
Résultat avant impôt de l'ensemble consolidé		(419)	(153)
Dotations aux amortissements	6.4	680	667
Dotations aux provisions et dépréciation	4.1	96	119
Pertes / (gains) liés aux variations de juste valeur	9.3.2	73	(36)
Charges / (produits) calculés liés aux stocks options et assimilés		6	8
Autres charges / (produits) calculés		(29)	(22)
Résultats sur cessions d'actifs	4.4	(49)	(12)
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêts de filiales avec prise / perte de contrôle		20	8
Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises		15	24
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	188	156
Intérêts financiers nets au titre des contrats de location	9.3.2	138	131
Coût de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	9.3.2	32	36
Résultats de cession des activités abandonnées	3.2.2	-	14
Retraitements liés aux activités abandonnées		15	116
Capacité d'Autofinancement (CAF)		767	1 058
Impôts versés		(45)	(118)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR)	4.2	(766)	(1 127)
Impôts versés et variation du BFR liés aux activités abandonnées		105	(735)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		60	(922)
Dont activités poursuivies		45	(289)
Décaissements liés aux acquisitions :			
▪ d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	4.3	(447)	(526)
▪ d'actifs financiers	4.10	(472)	(23)
Encaissements liés aux cessions :			
▪ d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	4.4	169	408
▪ d'actifs financiers	4.10	254	59
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	4.5	165	125
Incidence des variations de périmètre en lien avec des entreprises associées et des coentreprises	4.6	(10)	(16)
Variation des prêts et avances consentis		(21)	16
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées		(14)	460
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(375)	503
Dont activités poursuivies		(361)	43
Dividendes versés :			
▪ aux actionnaires de la société mère	10.4	-	(169)
▪ aux intérêts ne donnant pas le contrôle		(33)	(62)
▪ aux porteurs de TSSDI	10.4	(33)	(42)
Augmentation et diminution de capital de la société mère		-	-
Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle	4.7	(21)	(32)
Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus	10.1	(1)	(58)
Augmentation emprunts et dettes financières	4.8	1 064	556
Diminution emprunts et dettes financières	4.8	(837)	(222)
Remboursement des passifs de loyer		(340)	(348)
Intérêts financiers nets versés	4.9	(428)	(376)
Autres remboursements		(9)	(6)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées		(27)	(271)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(667)	(1 030)
Dont activités poursuivies		(640)	(760)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités poursuivies		(398)	47
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités abandonnées		-	19
Variation de trésorerie	4.8	(1 379)	(1 383)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture		3 530	4 514
▪ Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités poursuivies	9	3 471	3 592
▪ Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente		59	922
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de clôture		2 151	3 131
▪ Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités poursuivies	9	2 086	3 078
▪ Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente		65	54

(i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3)

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros (avant affectation du résultat)	Capital	Réserves liées au capital ⁽ⁱ⁾	Titres auto-détenus	TSSDI	Réserves et résultats consolidés	Autres réserves ⁽ⁱⁱ⁾	Capitaux propres Part du Groupe ⁽ⁱⁱⁱ⁾	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres Totaux
Au 1^{er} janvier 2019	168	3 939	(33)	1 350	3 516	(2 446)	6 494	5 208	11 702
Autres éléments du résultat global au titre de la période retraité (*)	-	-	-	-	-	2	2	57	59
Résultat de la période retraité (*)	-	-	-	-	(282)	-	(282)	57	(226)
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période retraité (*)	-	-	-	-	(282)	2	(280)	114	(167)
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur titres auto-détenus ^(iv)	(2)	(38)	(12)	-	(5)	-	(58)	-	(58)
Dividendes versés / à verser aux porteurs d'actions ^(v)	-	-	-	-	(169)	-	(169)	(67)	(237)
Coupons versés / à verser aux porteurs de TSSDI ^(v)	-	-	-	-	(39)	-	(39)	-	(39)
Paiements en actions	-	-	-	-	3	-	3	9	13
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales ^(vi)	-	-	-	-	3	-	3	(749)	(747)
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales ^(vii)	-	-	-	-	(9)	-	(9)	1	(8)
Autres mouvements	-	-	-	-	19	-	19	14	33
Au 30 juin 2019 retraité (*)	166	3 901	(46)	1 350	3 035	(2 444)	5 963	4 529	10 492
Au 1^{er} janvier 2020	166	3 901	(28)	1 350	1 918	(2 540)	4 767	3 523	8 291
Autres éléments du résultat global au titre de la période	-	-	-	-	-	(479)	(479)	(707)	(1 186)
Résultat de la période	-	-	-	-	(496)	-	(496)	52	(445)
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période	-	-	-	-	(496)	(479)	(975)	(655)	(1 630)
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur titres auto-détenus ^(iv)	-	-	5	-	(6)	-	(1)	-	(1)
Dividendes versés / à verser aux porteurs d'actions ^(v)	-	-	-	-	-	-	-	(14)	(14)
Coupons versés / à verser aux porteurs de TSSDI ^(v)	-	-	-	-	(34)	-	(34)	-	(34)
Paiements en actions	-	-	-	-	3	-	3	4	7
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales ^(vii)	-	-	-	-	(19)	-	(19)	12	(7)
Autres mouvements	-	-	-	-	6	(1)	5	10	15
Au 30 juin 2020	166	3 901	(23)	1 350	1 372	(3 020)	3 746	2 881	6 627

(*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3)

(i) Réserves liées au capital = primes d'émissions, prime d'apport, primes de fusions, réserves légales

(ii) Voir note 10.2

(iii) Attribuable aux actionnaires de Casino, Guichard-Perrachon

(iv) Voir note 10.1 pour les opérations sur titres auto-détenus

(v) Voir note 10.4 pour les coupons versés et à verser aux porteurs d'actions et TSSDI. Les dividendes de l'exercice versés et à verser aux intérêts ne donnant pas le contrôle concernent principalement Éxito et l'Uruguay à hauteur respectivement de 11 et 2 millions d'euros (1^{er} semestre 2019 : GPA et Éxito à hauteur respectivement de 24 et 21 millions d'euros)

(vi) Sur le 1^{er} semestre 2019, l'incidence négative de -747 millions d'euros correspondait essentiellement à la perte de contrôle de Via Varejo

(vii) Sur le 1^{er} semestre 2020, l'incidence négative de -19 millions d'euros sur les capitaux propres part du Groupe s'explique principalement par le rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle chez Franprix – Leader Price. Sur le 1^{er} semestre 2019, l'incidence négative de -9 millions d'euros correspondait essentiellement au rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle de la filiale de Mayotte de Vindémia et chez Franprix – Leader Price

COMPTES CONSOLIDES

SOMMAIRE DETAILLE DES NOTES ANNEXES

NOTE 1	PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX -----	20	NOTE 10	CAPITAUX PROPRES -----	42
1.1	REFERENTIEL	20	10.1	ELEMENTS SUR CAPITAL SOCIAL, SUR ACTIONS PROPRES ET D'AUTOCONTROLE.....	42
1.2	BASES DE PREPARATION ET DE PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES	21	10.2	COMPOSITION DES AUTRES RESERVES	43
1.3	CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES ET RETRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPARATIVE.....	22	10.3	INTERETS NE DONNANT PAS LE CONTROLE SIGNIFICATIFS	43
NOTE 2	FAITS MARQUANTS -----	24	10.4	DIVIDENDES	44
NOTE 3	PERIMETRE DE CONSOLIDATION -----	26	NOTE 11	AUTRES PROVISIONS -----	44
3.1	OPERATIONS DE PERIMETRE.....	26	11.1	DECOMPOSITION ET VARIATIONS	44
3.2	ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES	26	11.2	DETAIL DES PROVISIONS POUR LITIGES DE GPA.....	44
3.3	PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES ET LES COENTREPRISES.....	27	11.3	PASSIFS ET ACTIFS EVENTUELS	45
NOTE 4	COMPLEMENT D'INFORMATION SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE -----	28	NOTE 12	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES -----	47
4.1	RECONCILIATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS	28			
4.2	RECONCILIATION DE LA VARIATION DU BFR AVEC LES POSTES DU BILAN	29			
4.3	RECONCILIATION DES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS.....	29			
4.4	RECONCILIATION DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	29			
4.5	INCIDENCE SUR LA TRESORERIE DES VARIATIONS DE PERIMETRE AVEC CHANGEMENT DE CONTROLE	30			
4.6	INCIDENCES DES VARIATIONS DE PERIMETRE EN LIEN AVEC DES ENTREPRISES ASSOCIEES ET DES COENTREPRISES	30			
4.7	INCIDENCE SUR LA TRESORERIE DES TRANSACTIONS AVEC LES INTERETS NE DONNANT PAS LE CONTROLE	30			
4.8	RECONCILIATION ENTRE LA VARIATION DE TRESORERIE ET LA VARIATION DE DETTE FINANCIERE NETTE.....	31			
4.9	RECONCILIATION DES INTERETS FINANCIERS NETS VERSES.....	31			
4.10	DECAISSEMENTS ET ENCAISSEMENTS LIES AUX ACQUISITIONS D'ACTIFS FINANCIERS	31			
NOTE 5	INFORMATION SECTORIELLE -----	32			
5.1	INDICATEURS CLES PAR SECTEUR OPERATIONNEL.....	32			
5.2	INDICATEURS CLES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE.....	32			
NOTE 6	DONNEES LIEES A L'ACTIVITE -----	33			
6.1	SAISONNALITE DE L'ACTIVITE	33			
6.2	VENTILATION DES REVENUS TOTAUX.....	33			
6.3	NATURE DE CHARGES PAR FONCTION	33			
6.4	AMORTISSEMENTS.....	33			
6.5	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS.....	34			
NOTE 7	IMPOTS -----	35			
NOTE 8	GOODWILL, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES, IMMEUBLES DE PLACEMENT ET ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION -----	36			
NOTE 9	STRUCTURE FINANCIERE ET COUTS FINANCIERS -----	37			
9.1	TRESORERIE NETTE	37			
9.2	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	37			
9.3	RESULTAT FINANCIER.....	39			
9.4	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	40			
9.5	RISQUE DE CREDIT COMMERCIAL.....	41			
9.6	RISQUE DE LIQUIDITE	41			

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE CASINO, GUICHARD-PERRACHON

Casino, Guichard-Perrachon est une société anonyme de droit français, cotée sur Euronext Paris, compartiment A. La Société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Casino ». Le siège social de la Société est situé 1, Cours Antoine Guichard, 42008 Saint-Etienne.

Les états financiers consolidés au 30 juin 2020 reflètent la situation comptable de la Société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises.

En date du 29 juillet 2020, le Conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Casino, Guichard-Perrachon pour le semestre se terminant le 30 juin 2020.

Note 1 Principes comptables généraux

1.1 Référentiel

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe Casino sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration qui sont applicables au 30 juin 2020.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr.

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »). Ils ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2019, qui sont disponibles sur demande au siège social de la société ou sur le site internet www.groupe-casino.fr.

Normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2020

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2020 sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice 2019 à l'exception des changements comptables liés aux nouveaux textes suivants applicables à partir du 1^{er} janvier 2020 :

- Amendements à IAS 1 et IAS 8 – Définition du caractère significatif
- Amendements aux références du Cadre conceptuel pour les normes IFRS
- Amendements à IFRS 3 – Définition d'une entreprise

Ces textes n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a appliqué de manière anticipée dans ses comptes au 31 décembre 2019 les amendements à IFRS 9 et IFRS 7 – Réforme des taux de référence.

Décision de l'IFRS IC relative à la détermination de la durée exécutoire des contrats de location et la durée d'amortissement des agencements

L'IFRS IC a publié en décembre 2019 une décision relative (i) à la détermination de la durée exécutoire des contrats de locations en tacite reconduction ainsi que pour les contrats résiliables par chacune des parties sans pénalité contractuelle et (ii) au lien entre la durée d'amortissement des agencements indissociables du bien loué et la durée IFRS 16 d'un contrat de location. Cette décision apporte des précisions qui peuvent impacter la durée des baux au-delà des cas particuliers mentionnés.

Dans le cas particulier des baux commerciaux 3-6-9 français, l'ANC a exprimé une nouvelle position dans son relevé de conclusions du 3 juillet 2020 qui vient annuler et remplacer celle du 16 février 2018. L'ANC confirme que :

- la durée à retenir à l'origine du contrat est généralement de 9 ans. Cette durée peut être réduite à la période légale non résiliable de 3 ou 6 ans selon les décisions du preneur. Cette durée pourrait également être plus longue si le bail le prévoit ;
- une période de tacite prolongation peut également être prise en compte dans la détermination de la durée initiale si le preneur est raisonnablement certain d'utiliser cette disposition et/ou que le bailleur ne pourra donner congé sans pénalité significative ; elle constitue un prolongement du bail initial ;
- une tacite prolongation non prise en compte à l'origine du contrat donne lieu à une ré-estimation de la durée du bail et conduit à une modification de l'évaluation initiale de l'actif et du passif de location reflétant la durée complémentaire pour laquelle le preneur est raisonnablement certain de poursuivre le bail ;
- les hypothèses utilisées pour déterminer la durée du bail et celles retenues pour la durée d'amortissements des agencements non réutilisables doivent être cohérentes.

Le Groupe a démarré l'analyse complémentaire de ses contrats de location afin d'identifier les contrats de location dont le traitement retenu initialement dans le cadre de l'application d'IFRS 16 pourrait être affecté par cette position.

Les analyses portent en particulier sur les contrats de location :

- en tacite reconduction ou résiliables à tout moment ;
- d'actifs sous-jacents (magasins, entrepôts) comprenant des agencements et installations indissociables, dont la valeur nette comptable résiduelle à la fin de la durée IFRS 16 pourrait constituer une pénalité (au sens de la décision IFRS IC) significative pour le Groupe. Ces cas-là pourraient aboutir à l'allongement de la durée IFRS 16 des contrats de location et/ou à la réestimation de la durée d'amortissement des agencements et installations indissociables de ces biens loués.

Au vu du contexte et des difficultés rencontrées sur le 1^{er} semestre 2020 notamment en lien avec le Covid-19, et des discussions de place au titre des baux 3-6-9 qui se sont achevées début juillet 2020, le Groupe n'a pas été en capacité de finaliser ses analyses et n'a donc pas appliqué cette décision lors de l'établissement de ses comptes consolidés au 30 juin 2020. Le Groupe finalisera ses analyses au cours du 2^{ème} semestre 2020.

À noter que la filiale GPA applique cette décision de l'IFRS IC depuis ses comptes annuels consolidés 2019. Du fait du principe d'homogénéité des méthodes comptables utilisées pour établir les comptes consolidés et dans l'attente des conclusions des analyses en cours pour le Groupe dans son ensemble, l'incidence n'a pas été reprise dans les comptes du Groupe ; cette incidence se limitait essentiellement à une augmentation du passif de loyer et du droit d'utilisation de respectivement 188 et 170 millions d'euros au 31 décembre 2019.

1.2 Bases de préparation et de présentation des comptes consolidés

1.2.1 Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la maison mère du Groupe. Les montants indiqués dans les états financiers consolidés sont arrondis au million le plus proche et comprennent des données individuellement arrondies. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous-totaux affichés.

1.2.2 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les jugements et estimations et les hypothèses élaborés sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, portent en particulier sur :

- le classement et l'évaluation de l'actif net de Leader Price ainsi que d'actifs du segment France selon IFRS 5 (note 3.2) ;
- les évaluations des actifs non courants et goodwill (note 8) ;
- l'évaluation des impôts différés actifs (note 7) ;
- la reconnaissance, la présentation et l'évaluation de la valeur recouvrable des crédits d'impôt ou de taxes (principalement ICMS, PIS et COFINS au Brésil) (notes 5.1 et 11) ;
- les modalités d'application de la norme IFRS 16 dont notamment la détermination des taux d'actualisation et de la durée de location à retenir pour l'évaluation du passif de loyer de contrats disposant d'options de renouvellement ou de résiliation ;
- ainsi que les provisions pour risques (note 11), notamment fiscaux et sociaux au Brésil.

1.3 Changements de méthodes comptables et retraitement de l'information comparative

Les tableaux ci-dessous présentent les incidences sur le compte de résultat consolidé et l'état des flux de trésorerie consolidés précédemment publiés au 30 juin 2019, résultant principalement du classement, depuis fin 2019, de Leader Price en activité abandonnée conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 (les activités abandonnées enregistrant le classement de Leader Price sur les deux périodes présentées et de Via Varejo sur le 1^{er} semestre 2019 uniquement).

Les incidences présentées dans la colonne « autres » résultent essentiellement :

- Du changement de méthode de présentation des coûts d'obtention de contrats
Le Groupe a revu fin 2019 la présentation des coûts d'obtention de contrat au sein de l'état de la situation financière. Ces coûts qui étaient présentés dans la rubrique « autres actifs » courants et non courants sont désormais présentés dans la rubrique « autres immobilisations incorporelles » (voir notes annexes aux états financiers consolidés 2019) ;
- De la prise en compte des incidences définitives liées à l'application rétrospective de la norme « IFRS 16 – Contrats de location » précédemment publiées dans les comptes au 30 juin 2019 et déterminées au cours du 2^{ème} semestre 2019 suite à la mise en place de l'outil de gestion des contrats de location du Groupe.

Impacts sur les principaux agrégats du compte de résultat consolidé au 30 juin 2019

en millions d'euros	30 juin 2019 publié ⁽ⁱ⁾	Activité abandonnée Leader Price	Autres	30 juin 2019 retraité
Chiffre d'affaires, hors taxes	17 841	(999)	-	16 842
Autres revenus	327	-	-	327
Revenus totaux	18 168	(999)	-	17 169
Coût d'achat complet des marchandises vendues	(13 749)	809	26	(12 914)
Coûts des ventes	(3 247)	158	(16)	(3 105)
Frais généraux et administratifs	(735)	41	(1)	(695)
Résultat opérationnel courant	437	9	9	455
Résultat opérationnel	54	90	26	169
Coût de l'endettement financier net	(157)	-	1	(156)
Autres produits et charges financiers	(141)	2	-	(139)
Résultat avant impôt	(244)	92	26	(125)
Produit (charge) d'impôt	(18)	(4)	(3)	(24)
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	-	22	-	22
Résultat net des activités poursuivies	(262)	111	24	(127)
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>(302)</i>	<i>108</i>	<i>22</i>	<i>(172)</i>
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>40</i>	<i>4</i>	<i>2</i>	<i>45</i>
Résultat net des activités abandonnées	13	(111)	-	(98)
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>(2)</i>	<i>(108)</i>	-	<i>(110)</i>
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>15</i>	<i>(4)</i>	-	<i>12</i>
Résultat net de l'ensemble consolidé	(249)	-	24	(226)
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>(304)</i>	-	<i>22</i>	<i>(282)</i>
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>55</i>	-	<i>2</i>	<i>57</i>

(i) Pour rappel, Via Varejo était classé en activité abandonnée et cédé sur le 1^{er} semestre 2019

Impacts sur les principaux agrégats de l'état des flux de trésorerie consolidés au 30 juin 2019

	en millions d'euros	30 juin 2019 publié	Activité abandonnée Leader Price	Autres	30 juin 2019 retraité
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		(945)	-	23	(922)
<i>Dont résultat avant impôt de l'ensemble consolidé</i>		<i>(179)</i>	-	<i>26</i>	<i>(153)</i>
<i>Dont autres éléments de la CAF</i>		<i>1 210</i>	-	<i>1</i>	<i>1 211</i>
<i>Dont variation du BFR et impôts versés</i>		<i>(1 353)</i>	<i>112</i>	<i>(4)</i>	<i>(1 245)</i>
<i>Dont impôts versés et variation du BFR liés aux activités abandonnées</i>		<i>(623)</i>	<i>(112)</i>	-	<i>(735)</i>
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		524	-	(22)	503
<i>Dont flux nets de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations</i>		<i>(102)</i>	<i>5</i>	<i>(22)</i>	<i>(118)</i>
<i>Dont incidences de variations de périmètre avec changement de contrôle</i>		<i>129</i>	<i>(4)</i>	-	<i>125</i>
<i>Dont flux de trésorerie liés aux activités abandonnées</i>		<i>464</i>	<i>(4)</i>	-	<i>460</i>
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(1 028)	-	(2)	(1 030)
<i>Dont remboursement des passifs de loyer</i>		<i>(368)</i>	<i>24</i>	<i>(5)</i>	<i>(348)</i>
<i>Dont intérêts financiers nets versés</i>		<i>(387)</i>	<i>3</i>	<i>8</i>	<i>(376)</i>
<i>Dont flux de trésorerie liés aux activités abandonnées</i>		<i>(242)</i>	<i>(29)</i>	-	<i>(271)</i>
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie		66	-	-	66
Variation de la trésorerie nette		(1 383)	-	-	(1 383)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture		4 514	-	-	4 514
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de clôture		3 131	-	-	3 131

Impacts sur l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2019

Une décompensation entre les passifs de loyers et les actifs au titre de droits d'utilisation a été effectuée au sein des lignes « actifs détenus en vue de la vente » et « passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente » dans l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2019, pour un montant de 283 millions d'euros.

Note 2 Faits marquants

Les faits marquants du semestre sont les suivants :

Plan de sauvegarde Rallye

En date du 2 mars 2020, la société Casino, Guichard-Perrachon a été informée par son actionnaire de référence, Rallye, que le Tribunal de commerce de Paris a arrêté le 28 février les plans de sauvegarde de Rallye et de ses filiales, ainsi que de leurs maisons-mères.

Impact de la pandémie mondiale liée au Covid-19 sur les états financiers semestriels

L'ensemble des implantations du Groupe à travers le monde a été touché par la propagation du Covid-19 et par les mesures prises par les gouvernements pour le contenir.

- En France, des mesures de confinement ont été progressivement prises avec un confinement total des populations entre le 17 mars et le 11 mai 2020.
- En Amérique Latine, les populations ont également été confinées, totalement ou partiellement, depuis le 17 mars au Brésil suivant les Etats, du 25 mars au 31 mai en Colombie et du 20 mars au 24 mai en Argentine. L'Uruguay n'a pas mis en place de mesure de confinement de sa population mais a rapidement isolé le pays dès la mi-mars.

Dans ce contexte, l'ensemble des secteurs d'activité a été impacté et la grande distribution n'a pas fait exception à ce phénomène connaissant une période inédite. En tant qu'industrie de première nécessité, les enseignes ont maintenu leurs activités durant la période de crise et ont redoublé d'efforts afin de permettre aux consommateurs de continuer à s'approvisionner dans les meilleures conditions possibles.

Ces mesures ont eu un impact important pour le Groupe qui s'est concentré sur sa mission essentielle : la sécurisation de l'approvisionnement alimentaire des populations.

- La priorité a été la mise en place de mesures nécessaires pour la protection des collaborateurs et des clients dans l'ensemble des lieux de travail et d'accueil du public : distribution de masques et de gels hydro-alcooliques aux salariés en magasins, installation de plexiglas de protection en caisse, opérations de nettoyage systématiques conformément aux exigences des protocoles sanitaires, opérations de sécurisation incluant en premier lieu le respect des distances entre les clients, encouragement à l'utilisation des outils d'encaissement automatique ;
- Le Groupe a fait face à une demande inédite par son ampleur à l'instar des autres distributeurs. En France les formats de proximité et E-commerce ont particulièrement été sollicités dans les grandes villes ;
- Des mesures ont été prises avec les fournisseurs et les pouvoirs publics afin de permettre d'assurer la continuité des chaînes d'approvisionnement et de sécuriser les opérations en magasins et entrepôts ;
- Enfin, des initiatives à destination des populations les plus fragiles ont été lancées.

Pendant la période de confinement, le Groupe a connu une croissance de ses ventes en France et au Brésil. Les ventes en France ont été portées par les volumes en hausse sur les formats de proximité et E-commerce (alimentaire et Cdiscount), malgré un trafic plus faible sur la même période. Les ventes des hypermarchés en France, ainsi que les ventes non alimentaires de Monoprix, ont en revanche été fortement pénalisées.

Le Groupe a toutefois enregistré des surcoûts importants d'exploitation liés au maintien de l'activité de distribution alimentaire dans des conditions très dégradées (mesures sanitaires strictes, sécurisation de l'approvisionnement) et en situation d'urgence :

- Frais de personnels additionnels : renforts d'intérimaires pour assurer le remplacement des absents en début de crise, heures de nuit pour assurer la mise en rayon en dehors des heures d'ouverture au public afin d'assurer la distanciation sociale. Le Groupe a par ailleurs maintenu le niveau de rémunération de ses collaborateurs en absence maladie-enfants en prenant à sa charge le complément de salaire non indemnisé ;
- Surcoûts de la logistique pour assurer l'approvisionnement des magasins et des franchisés : coûts de transport en augmentation, heures de nuit pour répondre à la demande ; coût complémentaire généré par la désorganisation liée aux problèmes d'approvisionnement de nos fournisseurs (conformément aux décisions réglementaires, le Groupe n'a notamment pas facturé les pénalités logistiques contractuelles, correspondant aux coûts des ruptures et des taux de service dégradés, pendant l'état d'urgence) ;
- Achats massifs en urgence de masques, gants, lingettes (EPI) et de gels hydro-alcooliques pour nos salariés et nos clients ;
- Achats d'équipements de protections dans nos magasins (plexiglas) ;
- Nettoyage renforcé et désinfection des magasins ;
- Gardiennage additionnel pour réguler les accès aux surfaces de ventes et assurer la distanciation sociale ;

A ceci, s'est ajoutée la prime exceptionnelle versée aux salariés, notamment aux salariés évoluant dans des postes opérationnels en France à l'instar des principaux acteurs de la grande distribution alimentaire.

Ces coûts ont été comptabilisés en résultat opérationnel courant selon la recommandation de l'AMF et peuvent se résumer ainsi :

En millions d'euros	Total	Dont France Retail
Coût d'achat complet des marchandises vendues	(43)	(32)
Coûts des ventes	(130)	(98)
Frais généraux et administratifs	(2)	(2)
Total	(175)	(132)

Les primes exceptionnelles aux salariés s'élèvent à 47 millions d'euros dont 37 millions d'euros sur le périmètre France Retail.

Sur la période, la trésorerie du Groupe a pu être assurée par ses lignes de crédit sécurisées, compensant la baisse des billets de trésorerie de 200 millions d'euros à 20 millions d'euros pendant la période de confinement avant de revenir à un niveau de 106 millions d'euros à date (note 9.6).

Signature d'un accord avec Aldi France en vue de la cession de magasins et d'entrepôts Leader Price

En date du 20 mars 2020, le groupe Casino a annoncé la signature avec Aldi France d'une promesse unilatérale d'achat en vue de la cession de 3 entrepôts et de 567 magasins du périmètre Leader Price pour une valeur d'entreprise de 735 millions d'euros (incluant un complément de prix de 35 millions d'euros, versé en cas de respect d'indicateurs opérationnels durant une période de transition). Le Groupe reste propriétaire de la marque Leader Price et continuera de la distribuer dans les autres enseignes du Groupe, et auprès de franchisés en particulier à l'international. La réalisation de cette cession interviendra après la consultation des instances représentatives du personnel et sous réserve de l'obtention de l'autorisation de l'Autorité de la concurrence.

En application de la norme IFRS 5 – "Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées" (notes 3.2.1 et 3.2.2), les actifs et passifs détenus en vue de la vente sont reclassés au bilan sur une ligne distincte depuis décembre 2019. Les résultats nets après impôt et les flux de trésorerie du 1^{er} semestre 2020 et 2019 sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat "Résultat net des activités abandonnées".

Plan de cession d'actifs non stratégiques

En 2018 et 2019, le Groupe a cédé 2,1 milliards d'euros d'actifs. A la suite de la signature le 20 mars 2020 d'un accord avec Aldi pour la cession de 567 magasins et 3 entrepôts Leader Price pour un montant de 0,7 milliard d'euros (voir ci-dessus), les cessions s'élèvent à 2,8 milliards d'euros sur un plan de cession annoncé de 4,5 milliards d'euros dont 2,0 milliards d'euros encaissés à date.

Cession de Vindémia

En date du 30 juin 2020, le Groupe a cédé sa filiale Vindémia (note 3.1.2).

Note 3 Périmètre de consolidation

3.1 Opérations de périmètre

3.1.1 TRS Mercialys

Le 26 juillet 2018, dans le cadre du plan de cession d'actifs annoncé, le Groupe a réduit sa participation dans Mercialys en termes de droit de vote de 40,3% à 25,3% via la cession d'un bloc de 15% de ses actions à une banque, au travers d'un contrat de total return swap (TRS) dont l'échéance est le 28 décembre 2020. Dans le cadre de cette opération, le Groupe a encaissé immédiatement un montant de 213 millions d'euros avant frais (209 millions d'euros nets de frais).

Cet instrument n'est pas déconsolidant au sens de la norme IFRS 9 tant que la banque n'a pas vendu les titres sur le marché ; une dette financière est enregistrée au titre des actions non encore cédées sur le marché.

A fin 2019, 64,6% des actions du TRS avaient été écoulées. A ce titre, le Groupe avait reconnu une moins-value de cession des titres de 20 millions d'euros en « Autres charges opérationnelles » et la dette financière s'établissait à 102 millions d'euros.

Au 30 juin 2020, 81,1% des actions du TRS ont été écoulées. Le Groupe a reconnu une moins-value de cession des titres de 12 millions d'euros en « Autres charges opérationnelles ». La dette financière s'établit désormais à 81 millions d'euros.

Les comptes consolidés intègrent Mercialys selon la méthode de mise en équivalence avec un pourcentage d'intérêts de 28,1% au 30 juin 2020 (30,6% au 31 décembre 2019), dont 2,9% correspondant aux titres non cédés à cette date par l'établissement financier.

Par ailleurs, les titres faisant l'objet du TRS continuent d'être classés en « Actifs détenus en vue de la vente » pour la quote-part non cédée en application d'IFRS 5 à leur valeur comptable pour un montant de 19 millions d'euros au 30 juin 2020 (46 millions d'euros au 31 décembre 2019).

3.1.2 Cession de Vindémia

Dans le cadre de son plan de cession d'actifs non stratégiques, le groupe Casino a cédé Vindémia le 30 juin 2020 au groupe GBH. Le prix de cession pour le Groupe s'élève à 207 millions d'euros sur la base d'une dette financière nette et d'un besoin en fonds de roulement estimés au 30 juin 2020. Le prix encaissé s'élève à 186 millions d'euros générant un résultat de cession négatif de -23 millions d'euros y compris -13 millions d'euros liés au recyclage des écarts de conversion dans le résultat de cession.

Si cette cession avait été réalisée dès le 1^{er} janvier 2020, les incidences sur le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel courant et le résultat net consolidé du Groupe auraient été respectivement de -405, -22 et -9 millions d'euros.

3.2 Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

3.2.1 Actifs détenus en vue de la vente et passifs associés

en millions d'euros	Notes	30 juin 2020		31 décembre 2019 retraité	
		Actif	Passif	Actif	Passif
Sous-groupe Leader Price	2	1 304	724	1 362	706
Autres France Retail ⁽ⁱ⁾		1 046	204	1 361	444
Autres Latam Retail ⁽ⁱⁱ⁾		98		51	-
Total		2 448	928	2 774	1 150
Actif net		1 520		1 623	
<i>Dont part du Groupe de la filiale vendeuse</i>	9.2.1	1 512		1 604	

(i) Au 30 juin 2020, cette ligne est composée principalement de magasins et d'actifs immobiliers. Au 31 décembre 2019, cette ligne était composée essentiellement de magasins et d'actifs immobiliers, à hauteur d'environ 507 millions d'euros (part du Groupe) en relation avec les plans de cession d'actifs et de rationalisation du parc magasins

(ii) Au 30 juin 2020, cette ligne est composée principalement d'actifs immobiliers chez GPA faisant l'objet de transactions de cession-bail (note 8)

3.2.2 Activités abandonnées

Le résultat des activités abandonnées est composé essentiellement de la contribution aux résultats du Groupe de Via Varejo (y compris Cnova Brésil) jusqu'en juin 2019 et du résultat de sa cession ainsi que de la contribution aux résultats de Leader Price inclus dans le secteur de reporting France Retail (note 2). Le détail du résultat des activités abandonnées est présenté ci-dessous :

en millions d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité
Chiffre d'affaires, hors taxes	862	3 421
Charges nettes ⁽ⁱ⁾	(967)	(3 488)
Résultat de cession de Via Varejo le 14 juin 2019	-	39
Résultat net avant impôt des activités abandonnées	(104)	(28)
Produit / (charge) d'impôt	(13)	(52)
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	(40)	(19)
Résultat net des activités abandonnées ⁽ⁱⁱ⁾	(158)	(98)
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>(162)</i>	<i>(110)</i>
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>4</i>	<i>12</i>

(i) Dont un montant brut de 158 millions de réais (soit 29 millions d'euros) reconnu sur le 1^{er} semestre 2020 correspondant au droit de GPA de recevoir une partie du bénéfice de l'exclusion de l'ICMS de la base du PIS et COFINS de son ancienne filiale Globex à la suite d'une décision de justice prononcée pour Via Varejo, sur la période allant de 2007 et 2010. Dans l'attente d'une documentation juridique probante à recevoir de Via Varejo pour les crédits de la période allant de 2003 à 2007, le droit de recevoir le crédit fiscal de GPA est considéré comme étant un actif éventuel, évalué à environ 350 millions de réais (soit 57 millions d'euros) (note 11.3).

(ii) Dont Leader Price pour -167 millions d'euros au 30 juin 2020 comprenant des effets d'opérations de périmètre réalisées et en cours sur des masterfranchisés (au 30 juin 2019 : -111 millions d'euros)

Au 31 décembre 2019, la juste valeur de Leader Price avait été estimée sur la base d'une valeur d'entreprise de 735 millions d'euros (y compris complément de prix éventuel de 35 millions d'euros versé en cas de respect d'indicateurs opérationnels durant une période de transition) auquel il a été déduit une estimation du rachat de masters-franchisés et d'indépendants ainsi qu'une estimation de la consommation de trésorerie future du sous-groupe jusqu'à la date de cession effective. La mise-à-jour de l'estimation au 30 juin 2020 n'a pas conduit à une variation de valeur significative.

3.3 Participations dans les entreprises associées et les coentreprises

3.3.1 Quote-part des passifs éventuels dans les entreprises associées et les coentreprises

Au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées et les coentreprises.

3.3.2 Transactions avec les parties liées (entreprises associées et coentreprises)

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) ou un contrôle conjoint (coentreprises) et comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

En millions d'euros	2020		2019 retraité	
	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises
Soldes à la clôture 30 juin 2020 et 31 décembre 2019				
Prêts	15	7	31	11
<i>dont dépréciation</i>	(1)	-	(1)	-
Créances	40	41	41	44
<i>dont dépréciation</i>	-	(1)	-	-
Dettes	157 ⁽ⁱ⁾	151	184 ⁽ⁱ⁾	283
Transactions sur le 1^{er} semestre				
Charges	3 ⁽ⁱⁱ⁾	373 ⁽ⁱⁱⁱ⁾	6 ⁽ⁱⁱ⁾	828 ⁽ⁱⁱⁱ⁾
Produits	109 ^(iv)	29	266 ^(iv)	19

(i) Dont un passif de loyer envers Mercialys portant sur des actifs immobiliers de 151 millions d'euros au 30 juin 2020 dont 41 millions d'euros à moins d'un an (31 décembre 2019 : 169 millions d'euros dont 41 millions d'euros à moins d'un an)

(ii) Compte tenu de l'application de la norme IFRS 16, les montants ci-dessus n'incluent pas les montants de loyers liés aux 63 baux signés avec Mercialys, ces loyers s'élevant à 25 millions d'euros au titre du 1^{er} semestre 2020 (1^{er} semestre 2019 : 66 baux pour 27 millions d'euros)

(iii) Dont 355 millions d'euros d'achats de carburant auprès de Distridyn sur le 1^{er} semestre 2020 (1^{er} semestre 2019 : 574 millions d'euros et 229 millions d'euros d'achats de marchandises auprès de CD supply Innovation, le partenariat avec CDSI s'étant dénoué sur le 1^{er} semestre 2019)

(iv) Les produits de 109 millions d'euros au titre du 1^{er} semestre 2020 et 266 millions d'euros au titre du 1^{er} semestre 2019 incluent à hauteur de 62 et 155 millions d'euros respectivement les ventes de marchandises de Franprix et Distribution Casino France envers des masterfranchisés mis en équivalence. Ils incluent également les produits liés aux opérations immobilières avec Mercialys présentés en « Autres revenus » pour 18 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2020 (2019 : 53 millions d'euros)

Note 4 Complément d'information sur le tableau de flux de trésorerie

4.1 Réconciliation des dotations aux provisions

en millions d'euros	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité
Perte de valeur nette sur goodwill	8	(15)	-
Perte de valeur nette sur immobilisations incorporelles		(7)	(2)
Perte de valeur nette sur immobilisations corporelles		(18)	(27)
Perte de valeur nette sur actifs au titre de droits d'utilisation		(8)	(2)
Perte de valeur nette sur autres actifs		(49)	(87)
(Dotation) / reprise de provision pour risques et charges	11.1	(1)	(3)
Total des dotations aux provisions		(96)	(122)
Part des dotations aux provisions présentée en activités abandonnées		-	3
Dotations aux provisions retraitées dans le tableau des flux de trésorerie		(96)	(119)

4.2 Réconciliation de la variation du BFR avec les postes du bilan

en millions d'euros	1 ^{er} janvier 2020	Flux de trésorerie d'exploitation	Autres flux de trésorerie	Variations de périmètre	Variations de change	Reclass. IFRS 5	Reclass. Et autres	30 juin 2020
Stocks de marchandises	(3 485)	(63)	-	(6)	419	22	(7)	(3 119)
Stocks de promotion immobilière	(290)	(5)	-	15	27	-	1	(252)
Fournisseurs	6 580	(868)	-	(2)	(606)	(14)	-	5 090
Créances clients et comptes rattachés	(836)	(31)	-	(2)	33	3	26	(807)
(Autres créances) / dettes	302	200	(290) ⁽ⁱ⁾	(46)	125	(8)	30	313
TOTAL	2 272	(766)	(290)	(41)	(2)	3	50	1 224

⁽ⁱ⁾ Dont 248 millions d'euros décaissés lors du dénouement du TRS portant sur les actions GPA (note 4.10)

en millions d'euros	1 ^{er} janvier 2019	Flux de trésorerie d'exploitation	Flux de trésorerie d'exploitation des activités abandonnées	Autres flux de trésorerie	Variations de périmètre	Variations de change	Reclass. IFRS 5	Reclass. Et autres	30 juin 2019 retraité
Stocks de marchandises	(3 655)	72	(34)	-	(8)	(29)	(2)	11	(3 646)
Stocks de promotion immobilière	(179)	(85)	1	-	(2)	(2)	-	(3)	(269)
Fournisseurs	6 668	(863)	(57)	-	14	51	16	(23)	5 806
Créances clients et comptes rattachés	(905)	(7)	(49)	-	55	1	1	2	(902)
(Autres créances) / dettes	542	(245)	28	(161)	72	(21)	33	31	280
TOTAL	2 471	(1 127)	(111)	(161)	130	1	47	18	1 268

4.3 Réconciliation des acquisitions d'immobilisations

en millions d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité
Augmentations et acquisitions d'immobilisations incorporelles	(102)	(118)
Augmentations et acquisitions d'immobilisations corporelles	(357)	(375)
Augmentations et acquisitions d'immeubles de placement	(2)	(9)
Augmentations et acquisitions de droits au bail présentés en droits d'utilisation	(1)	(6)
Variations des dettes sur immobilisations	14	(31)
Neutralisation de la capitalisation des coûts d'emprunts (IAS 23) ⁽ⁱ⁾	1	2
Incidences des activités abandonnées	-	11
Flux de décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	(447)	(526)

⁽ⁱ⁾ Flux sans effet sur la trésorerie

4.4 Réconciliation des cessions d'immobilisations

en millions d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité
Sorties d'immobilisations incorporelles	1	4
Sorties d'immobilisations corporelles	18	91
Sorties de droits au bail présentés en droits d'utilisation	2	1
Résultats de cessions d'actifs ⁽ⁱ⁾	65	72
Variation des créances sur immobilisations	2	(69)
Sorties des actifs classés en IFRS 5	80	316
Incidences des activités abandonnées	-	(6)
Flux d'encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	169	408

⁽ⁱ⁾ Avant retraitement IFRS 16 lié aux cessions-bails

4.5 Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle

en millions d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité
Montant payé pour les prises de contrôle	(3)	(8)
Disponibilités / (découverts bancaires) liés aux prises de contrôle	(1)	2
Montant reçu pour les pertes de contrôle	212	135
(Disponibilités) / découverts bancaires liés aux pertes de contrôle	(43)	(3)
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	165	125

Sur le 1^{er} semestre 2020, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résulte principalement de la cession de Vindémia (note 2).

En 2019, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résultait principalement de :

- la perte de contrôle de magasins déficitaires en lien avec le plan de rationalisation du parc pour 105 millions d'euros
- la cession de l'activité de restauration collective ainsi que la cession de restaurants

4.6 Incidences des variations de périmètre en lien avec des entreprises associées et des coentreprises

en millions d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité
Montant payé pour l'acquisition de titres d'entreprises associées et coentreprises	(8)	(14)
Montant reçu pour la cession de titres d'entreprises associées et coentreprises	(2)	(2)
Incidences des variations de périmètre en lien avec des entreprises associées et des coentreprises	(10)	(16)

4.7 Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle

en millions d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité
GPA – frais liés à l'acquisition de 41,27% des titres Exito	(22)	-
Vindémia – rachat de minoritaires de la filiale à Mayotte	-	(18)
GreenYellow – frais attachés à la cession sans perte de contrôle de 2018	-	(10)
Autres	1	(4)
Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle	(21)	(32)

4.8 Réconciliation entre la variation de trésorerie et la variation de dette financière nette

en millions d'euros	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité
Variation de trésorerie		(1 379)	(1 383)
Augmentation d'emprunts et dettes financières ⁽ⁱ⁾		(1 064)	(556)
Diminution d'emprunts et dettes financières ⁽ⁱ⁾		837	222
Variations de dettes sans effet de trésorerie ⁽ⁱ⁾		148	104
<i>Variation part du Groupe d'actifs nets détenus en vue de la vente</i>		63	(112)
<i>Variation d'autres actifs financiers</i>		(5)	77
<i>Dettes financières liées aux variations de périmètre</i>		20	72
<i>Variation de couverture de juste valeur</i>		5	(24)
<i>Intérêts courus</i>		63	67
<i>Autres</i>		1	25
Incidence des variations monétaires ⁽ⁱ⁾		813	(44)
Variation des emprunts et dettes financières des activités abandonnées		(136)	331
Variation de dette financière nette		(781)	(1 326)
Dette financière nette à l'ouverture		4 053	3 378
Dette financière nette à la clôture	9.2	4 834	4 703

(i) Ces incidences sont relatives uniquement aux activités poursuivies

4.9 Réconciliation des intérêts financiers nets versés

en millions d'euros	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité
Coût de l'endettement financier net présenté au compte de résultat	9.3.1	(188)	(156)
Neutralisation de gains/pertes de changes latents		1	7
Neutralisation des amortissements de frais et primes d'émission/remboursement		23	10
Capitalisation des coûts d'emprunts		(1)	(2)
Variation des intérêts courus et des dérivés de couverture de juste valeur des dettes financières		(93)	(69)
Intérêts financiers versés sur passifs de loyers	9.3.2	(138)	(131)
Coûts de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	9.3.2	(32)	(36)
Intérêts financiers nets versés tels que présentés dans le tableau des flux de trésorerie		(428)	(376)

4.10 Décaissements et encaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers

Sur le 1^{er} semestre 2020 :

- les décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers s'élèvent à 472 millions d'euros et se composent principalement du montant décaissé de 248 millions d'euros lors du dénouement du TRS portant sur les actions GPA (note 9.3.2) et de l'allocation au compte séquestre des 186 millions d'euros encaissés au titre de la cession de Vindémia (note 3.1.2).
- les encaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers s'élèvent à 254 millions d'euros et s'expliquent principalement par l'utilisation du compte séquestre à hauteur de 193 millions d'euros dans le cadre du remboursement du reliquat de l'obligation à échéance 2020 (note 9.2.2).

Note 5 Information sectorielle

5.1 Indicateurs clés par secteur opérationnel

L'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale (principal décideur opérationnel) pour évaluer les performances et allouer les ressources. Elle inclut notamment l'affectation des frais de holding à l'ensemble des Business Units du Groupe.

En millions d'euros	France Retail	Latam Retail	E-commerce	30 juin 2020
Chiffre d'affaires externe (notes 5.2 et 6.2)	7 791	7 401	948	16 140
EBITDA ⁽ⁱ⁾	564 ⁽ⁱⁱ⁾	459	43	1 066
Dotations aux amortissements opérationnels courants (notes 6.3 et 6.4)	(416)	(226)	(37)	(680)
Résultat opérationnel courant	148 ⁽ⁱⁱ⁾	232	6	386

(i) L'EBITDA est défini comme le résultat opérationnel courant (ROC) augmenté de la dotation aux amortissements opérationnels courants

(ii) Dont 4 millions d'euros au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France correspondant essentiellement en 2020 à la déneutralisation des marges sur opérations de promotion immobilière entre Casino et Mercialys faisant suite à la dilution de Casino dans Mercialys (note 3.3.2)

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	E-commerce	30 juin 2019 retraité
Chiffre d'affaires externe (notes 5.2 et 6.2)	8 045	7 908	889	16 842
EBITDA ⁽ⁱ⁾	601 ⁽ⁱⁱ⁾	508	13	1 123
Dotations aux amortissements opérationnels courants (notes 6.3 et 6.4)	(394)	(243)	(31)	(667)
Résultat opérationnel courant	207 ⁽ⁱⁱ⁾	265	(17)	455

(i) L'EBITDA est défini comme le résultat opérationnel courant (ROC) augmenté de la dotation aux amortissements opérationnels courants

(ii) Dont 30 millions d'euros au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France correspondant essentiellement sur le 1^{er} semestre 2019 à la déneutralisation des marges sur opérations de promotion immobilière entre Casino et Mercialys faisant suite à la dilution de Casino dans Mercialys (note 3.3.2)

5.2 Indicateurs clés par zone géographique

en millions d'euros	France	Amérique latine	Autres zones	Total
Chiffre d'affaires externe au 30 juin 2020	8 738	7 393	10	16 140
Chiffre d'affaires externe au 30 juin 2019 retraité	8 932	7 902	8	16 842

en millions d'euros	France	Amérique latine	Autres zones	Total
Actifs non courants au 30 juin 2020 ⁽ⁱ⁾	10 193	7 859	55	18 108
Actifs non courants au 31 décembre 2019 ⁽ⁱ⁾	10 628	9 897	59	20 584

(i) Les actifs non courants comprennent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les actifs au titre de droits d'utilisation, les participations dans les entreprises associées et les coentreprises ainsi que les actifs sur contrats et les charges constatées d'avance à plus d'un an

Note 6 Données liées à l'activité

6.1 Saisonnalité de l'activité

Toutes activités confondues, la saisonnalité sur le compte de résultat est faible pour le chiffre d'affaires ; le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2019 avait représenté 49% du total de l'année (48% à taux de change moyen de l'année 2019), mais est plus marquée pour le résultat opérationnel courant (35% à taux de change moyen du 1^{er} semestre 2019 et à taux de change moyen de l'année 2019).

Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également plus marqués par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au 1^{er} semestre est structurellement négative du fait de l'importance des règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.

6.2 Ventilation des revenus totaux

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits des activités ordinaires :

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	E-commerce	30 juin 2020
Chiffre d'affaires, hors taxes	7 791	7 401	948	16 140
Autres revenus	172	73	-	245
Revenus totaux	7 963	7 474	948	16 385

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	E-commerce	30 juin 2019 retraité
Chiffre d'affaires, hors taxes	8 045	7 908	889	16 842
Autres revenus	244	83	-	327
Revenus totaux	8 289	7 991	889	17 169

6.3 Nature de charges par fonction

en millions d'euros	Coûts logistiques ⁽ⁱ⁾	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2020
Frais de personnel	(261)	(1 339)	(372)	(1 973)
Autres charges	(390)	(1 092)	(186)	(1 668)
Dotations aux amortissements (notes 5.1 / 6.4)	(74)	(508)	(98)	(680)
Total	(725)	(2 939)	(656)	(4 320)

en millions d'euros	Coûts logistiques ⁽ⁱ⁾	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2019 retraité
Frais de personnel	(261)	(1 440)	(403)	(2 105)
Autres charges	(381)	(1 159)	(199)	(1 740)
Dotations aux amortissements (notes 5.1 / 6.4)	(69)	(505)	(93)	(667)
Total	(711)	(3 105)	(695)	(4 512)

(i) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues »

6.4 Amortissements

en millions d'euros	Notes	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité
Dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles		(92)	(88)
Dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles		(228)	(239)
Dotation aux amortissements sur immeubles de placement		(6)	(6)
Dotation aux amortissements sur actifs au titre des droits d'utilisation		(354)	(370)
Total des dotations aux amortissements		(680)	(703)
Part des dotations aux amortissements présentée en activités abandonnées		-	36
Dotations aux amortissements des activités poursuivies	5.1 / 6.3	(680)	(667)

6.5 Autres produits et charges opérationnels

en millions d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité
Total des Autres Produits opérationnels	223	50
Total des Autres Charges opérationnelles	(472)	(336)
	(249)	(286)
Détail par nature		
Résultat de cession d'actifs non courants (i) (vi)	45	(6)
Pertes nettes de valeur des actifs (ii) (vi)	(72)	(98)
Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre (iii) (vi)	(74)	(64)
Résultat de cession d'actifs non courants, pertes nettes de valeur des actifs et produits / charges nets liés à des opérations de périmètre	(102)	(168)
Provisions et charges pour restructuration (iv) (iii) (vi)	(111)	(66)
Provisions et charges pour litiges et risques (v)	(30)	(43)
Autres	(6)	(8)
Sous-total	(147)	(118)
Total autres produits et charges opérationnels nets	(249)	(286)

- (i) Le résultat net de cession d'actifs non courants sur le 1^{er} semestre 2020 concerne principalement GPA en lien avec les opérations de cessions-bails et de cession d'actifs décrites en note 8. Sur le 1^{er} semestre 2019, le résultat net de cession d'actifs non courants concernait principalement le secteur France Retail
- (ii) La perte de valeur enregistrée sur le 1^{er} semestre 2020 porte principalement sur le secteur France Retail. La perte de valeur enregistrée sur le 1^{er} semestre 2019 portait principalement sur le secteur France Retail en liaison avec le plan de cession d'actifs
- (iii) La charge liée au plan de rationalisation du parc du secteur France Retail comprenant des coûts sociaux, des coûts de fermetures, des coûts de déstockage et de dépréciation s'élève à 43 millions d'euros au 30 juin 2020 (2 millions d'euros liés à des opérations de périmètres, 39 millions d'euros présentés en « restructuration » et 1 million d'euros présentés en « litiges et risques »). Les autres opérations de périmètre portent principalement sur le secteur France Retail et Latam Retail à hauteur respectivement de 58 et 14 millions d'euros. Sur le 1^{er} semestre 2019, la charge liée au plan de rationalisation de parc du secteur France Retail comprenant des coûts sociaux, des coûts de fermetures, des coûts de déstockage et de dépréciation s'élevait à 40 millions d'euros (21 millions d'euros liés à des opérations de périmètre et 19 millions d'euros présentés en « restructuration »)
- (iv) Hors effet du plan de rationalisation du parc, la charge de restructuration au titre du 1^{er} semestre 2020 concerne principalement le secteur France Retail et Latam Retail à hauteur respectivement de 30 et 38 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2019, hors effet du plan de rationalisation du parc mentionné dans le renvoi précédent, elle concernait principalement le secteur France Retail et Latam Retail à hauteur respectivement de 25 et 20 millions d'euros
- (v) Les provisions et charges pour litiges et risques représentent une charge nette de 30 millions d'euros au titre du 1^{er} semestre 2020 qui reflète à hauteur de 11 millions d'euros des risques fiscaux et sociaux de GPA. Les provisions et charges pour litiges et risques représentaient une charge nette de 43 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2019 qui reflétait à hauteur de 24 millions d'euros des risques fiscaux de GPA
- (vi) Réconciliation du détail des pertes de valeur des actifs avec les tableaux de mouvements des immobilisations :

en millions d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité
Pertes de valeur de goodwill	(15)	-
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations incorporelles	(7)	(2)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations corporelles	(18)	(27)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immeubles de placement	-	-
Reprises / (pertes) de valeur nettes des actifs droit d'utilisation	(8)	(2)
Reprises / (pertes) de valeur nettes d'autres actifs (IFRS 5 et autres)	(49)	(87)
Total pertes nettes de valeur des actifs	(96)	(119)
Pertes nettes de valeurs des actifs des activités abandonnées	-	5
Pertes nettes de valeur des actifs des activités poursuivies	(96)	(114)
<i>dont présenté en « Provisions et charges pour restructurations »</i>	<i>(23)</i>	<i>(14)</i>
<i>dont présenté en « Autres pertes nettes de valeur des actifs »</i>	<i>(72)</i>	<i>(98)</i>
<i>dont présenté en « Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre »</i>	<i>-</i>	<i>(1)</i>
<i>dont présenté en « Résultat de cession d'actifs non courants »</i>	<i>(1)</i>	<i>-</i>

Note 7 Impôts

Au titre du semestre clos le 30 juin 2020, le taux d'impôt effectif s'élève à -3,9% à comparer à 19,4% au 30 juin 2019. La preuve d'impôt se présente ainsi :

en millions d'euros	30 juin 2020		30 juin 2019 retraité	
Résultat avant impôt	(314)		(125)	
Produit (charge) d'impôt théorique ⁽ⁱ⁾	101	-32,02%	40	-32,02%
<i>Réconciliation entre le produit (charge) d'impôt théorique et le produit (charge) d'impôt réel</i>				
Effet de l'imposition des filiales étrangères	4	-1,1%	(7)	5,6%
Reconnaissance de produits d'impôts sur les déficits fiscaux et les autres différences temporelles déductibles non antérieurement reconnus ⁽ⁱⁱ⁾	9	-2,9%	11	-8,6%
Non reconnaissance et dépréciation d'impôts différés actifs sur les déficits reportables ou les autres différences temporelles déductibles ⁽ⁱⁱⁱ⁾	(22)	7,1%	(26)	20,6%
Changement du taux d'impôt sur les sociétés ^(iv)	(17)	5,4%	-	-
CVAE nette d'impôt	(21)	6,7%	(22)	17,6%
Non déductibilité de charges financières ^(v)	(14)	4,3%	(4)	3,4%
Charge non déductible liée aux pertes de valeur sur actifs	(19)	6,1%	(21)	17,2%
Effet fiscal lié aux distributions brésiliennes ^(vi)	-	-0,1%	9	-7,5%
Autres impôts sur distribution ^(vii)	(4)	1,2%	(10)	8,2%
Déductibilité des coupons TSSDI	6	-2,0%	6	-4,5%
Cessions d'actifs à taux réduit et opérations de périmètre	(3)	0,9%	3	-2,6%
Autres	(7)	2,4%	(3)	2,2%
Produit (charge) d'impôt réel / Taux d'impôt effectif	12	-3,9%	(24)	19,4%

- (i) La réconciliation du taux effectif d'impôt du Groupe a été effectuée sur la base d'un taux d'imposition de 32,02% en 2020 et 2019
- (ii) Au 1^{er} semestre 2020, concerne les segments E-commerce et Latam Retail à hauteur respectivement de 6 et 5 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2019, concernait principalement le secteur France Retail à hauteur de 12 millions d'euros
- (iii) Au 1^{er} semestre 2020, concerne les segments E-commerce et France Retail à hauteur respectivement de -11 et -9 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2019, concernait les segments E-commerce et France Retail à hauteur de respectivement -15 et -7 millions d'euros
- (iv) Correspond principalement à l'effet de la modification de l'échéancier de la récupération des impôts différés
- (v) Certaines législations imposent une limitation forfaitaire des charges financières supportées par les sociétés. L'incidence présentée sur les deux périodes porte essentiellement sur le périmètre français
- (vi) Distributions de dividendes des entités brésiliennes effectuées sous forme d'intérêt sur capitaux propres (« interest on equity ») sur le 1^{er} semestre 2019
- (vii) Correspond à la taxation des distributions intragroupes

Note 8 Goodwill, immobilisations incorporelles, corporelles, immeubles de placement et actifs au titre de droits d'utilisation

Au cours du premier semestre 2020, les acquisitions d'immobilisations corporelles, incorporelles et d'immeubles de placement s'élevaient à 462 millions d'euros contre 502 millions d'euros lors de la même période en 2019. Par ailleurs, le montant des droits d'utilisation reconnus sur le semestre au titre des nouveaux contrats de location s'élève à 142 millions d'euros contre 495 millions d'euros lors de la même période en 2019 ; la variation résulte principalement de l'opération de cession-bail du 8 mars 2019 réalisé avec des fonds gérés par Fortress. Enfin, les immobilisations corporelles, incorporelles, les immeubles de placement et les actifs au titre de droits d'utilisation ont été impactés à hauteur d'un montant de -1 482 millions d'euros par les effets de change.

Le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2020 des indices de perte de valeur, tels que définis dans l'annexe aux comptes consolidés 2019, relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés. Des pertes de valeur sur les immobilisations incorporelles, corporelles, immeubles de placement et droits d'utilisation d'un montant total de 32 millions d'euros ont été comptabilisées sur la période (note 6.5) et concernent principalement le secteur France Retail. A noter que l'enseigne Extra au Brésil qui détient la marque pour une valeur nette comptable de 293 millions d'euros au 30 juin 2020 a fait l'objet d'un test qui n'a pas conduit à comptabiliser de perte de valeur ; la modification des principales hypothèses (une hausse de 100 points des taux d'actualisation ou une baisse de 25 points du taux de croissance à l'infini servant au calcul de la valeur terminale ou encore une baisse de 50 points du taux de marge d'EBITDA du flux annuel normatif servant au calcul de la valeur terminale) de ce test aurait abouti à la même conclusion.

S'agissant des goodwill, les principaux tests effectués sur les UGT goodwill présentant des indices de perte de valeur ont porté sur le secteur de la Restauration en France et de l'Argentine ; ils ont abouti à la constatation d'une perte de valeur sur la Restauration de 15 millions d'euros au 30 juin 2020 (note 6.5) conduisant à déprécier totalement le goodwill attaché à cette activité. Les tests de sensibilité (Cf. supra) relatifs à l'Argentine n'entraîneraient pas la comptabilisation de perte de valeur.

Dans le contexte particulier de crise sanitaire Covid-19 et de crise économique, le Groupe a également réalisé une réestimation des valeurs d'utilité des autres UGT goodwill sur la base d'une mise-à-jour :

- des taux d'actualisation,
- du taux de croissance à l'infini,
- des projections sur les trois prochains exercices, et
- du taux de marge d'EBITDA utilisé dans le calcul de la valeur terminale; les performances long-termes de ces UGT n'ont pas évolué significativement reflétant, à ce stade et dans le contexte de crise sanitaire et économique actuel, l'absence estimée d'impact significatif long terme sur les orientations stratégiques du Groupe.

Les résultats de ces mises-à-jour ainsi que les tests de sensibilité traditionnels tels que rappelés ci-dessus se sont révélés satisfaisants.

Transactions de cessions-bail et de cessions d'actifs non courants chez GPA :

Le 5 mars 2020, GPA est entré dans une transaction de cession-bail avec un fond d'investissement qui porte sur 43 actifs immobiliers dont GPA est propriétaire pour un prix total de 1 246 millions de réais, dont un montant encaissé au 30 juin 2020 de 528 millions de réais (soit 97 millions d'euros). A la date de closing, des contrats de location ont été conclus pour une durée de 15 ans renouvelable une fois. Au 30 juin 2020, la vente des murs de 12 magasins a été réalisée et 2 actifs d'une valeur non significative ont été finalement exclus de la transaction.

Le 22 juillet 2020, la vente de 16 autres actifs immobiliers a été réalisée portant à 950 millions de réais le montant de la transaction au titre des actifs transférés. A cette date, 13 actifs restaient à céder pour une valeur de 261 millions de réais, et pour lesquels un acompte de 15 millions de réais sera versé le 30 juillet 2020 et un transfert prévu le 30 août 2020.

Au final, cette transaction aura porté sur 41 actifs immobiliers pour un prix de cession de 1 210 millions de réais.

Par ailleurs, GPA a réalisé sur le semestre la cession des murs de 4 autres magasins sur une transaction en prévoyant 6, pour un montant total de 92 millions de réais. Des contrats de location ont été conclus pour une durée de 10 ans renouvelable une fois.

Les impacts de ces transactions de cessions-bail dans les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2020 sont les suivants :

- reconnaissance d'un actif au titre des droits d'utilisation et d'un passif de loyers à hauteur respectivement de 231 millions de réais (soit 43 millions d'euros) et 337 millions de réais (soit 62 millions d'euros) ;
- diminution des immobilisations corporelles de 386 millions de réais (soit 71 millions d'euros) ;
- Reconnaissance d'une plus-value de cession enregistrée dans les autres produits opérationnels de 64 millions de réais (soit 12 millions d'euros) ;
- les actifs immobiliers non encore transférés à l'acquéreur ont fait l'objet d'un classement en « actif détenus en vue de la vente » en application de la norme IFRS 5 pour un montant de 477 millions de réais soit 78 millions d'euros.

Enfin, le groupe GPA a finalisé sur le semestre la cession d'un terrain pour un montant de 200 millions de réais générant une plus-value de cession de 134 millions de réais (soit 25 millions d'euros), enregistrée dans les autres produits opérationnels.

Note 9 Structure financière et coûts financiers

9.1 Trésorerie nette

en millions d'euros	30 juin 2020	31 décembre 2019
Equivalents de trésorerie	935	1 074
Trésorerie	1 272	2 497
Trésorerie brute	2 207	3 572
Concours bancaires courants	(121)	(101)
Trésorerie nette	2 086	3 471

Au 30 juin 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ne sont soumis à aucune restriction significative.

9.2 Emprunts et dettes financières

9.2.1 Composition

Les dettes financières brutes s'élèvent à 9 078 millions d'euros au 30 juin 2020 (31 décembre 2019 : 9 649 millions d'euros) et comprennent les éléments suivants :

en millions d'euros	Notes	30 juin 2020			31 décembre 2019		
		Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires ⁽ⁱ⁾		5 687	773	6 460	6 661	758	7 418
Autres emprunts et dettes financières		1 639	978	2 617	1 430	784	2 214
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽ⁱⁱ⁾		-	1	1	10	8	17
Dettes financières brutes		7 326	1 752	9 078	8 100	1 549	9 649
Dérivés actifs de couverture de juste valeur ⁽ⁱⁱⁱ⁾		(91)	(74)	(165)	(62)	(17)	(78)
Autres actifs financiers ^(iv)		(103)	(256)	(360)	(54)	(288)	(342)
Emprunts et dettes financières ^(v)	9.2.2	7 132	1 422	8 554	7 984	1 244	9 229
<i>Dont France Retail</i>		4 790	367	5 157	5 425	139	5 563
<i>Dont Latam Retail ^(v)</i>		2 342	670	3 012	2 560	806	3 366
<i>Dont E-commerce</i>		-	385	385	-	299	299
Part Groupe de la filiale vendeuse des actifs nets détenus en vue de la vente	3.2	-	(1 512)	(1 512)	-	(1 604)	(1 604)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1	-	(2 207)	(2 207)	-	(3 572)	(3 572)
<i>Dont France Retail</i>				(913)			(1 715)
<i>Dont Latam Retail</i>				(1 285)			(1 778)
<i>Dont E-commerce</i>				(9)			(78)
Trésorerie active et actifs nets détenus en vue de la vente		-	(3 720)	(3 720)	-	(5 175)	(5 175)
DETTE FINANCIERE NETTE		7 132	(2 298)	4 834	7 984	(3 931)	4 053
<i>Dont France Retail</i>				2 821			2 282
<i>Dont Latam Retail</i>				1 636			1 550
<i>Dont E-commerce</i>				376			221

(i) Dont 4 609 et 1 851 millions d'euros respectivement en France et chez GPA au 30 juin 2020 (31 décembre 2019 : dont 4 850 et 2 568 millions d'euros respectivement en France et chez GPA)

(ii) Dont 11 et 7 millions d'euros respectivement en France et au Brésil au 31 décembre 2019

(iii) Dont 96 et 69 millions d'euros respectivement en France et au Brésil au 30 juin 2020 (31 décembre 2019 : dont 66 et 13 millions d'euros respectivement en France et au Brésil)

(iv) Dont principalement 236 millions d'euros placés en comptes séquestre et en garantie (y compris 186 millions d'euros au titre du refinancement « RCF » - voir note 9.6) et 61 millions d'euros d'actifs financiers consécutifs à une cession d'actifs non courants au 30 juin 2020 (31 décembre 2019 : 257 millions d'euros placés en comptes séquestres et en garantie (y compris 193 millions d'euros au titre du refinancement « RCF ») et 60 millions d'euros d'actifs financiers consécutifs à une cession significative d'actifs non courants)

(v) Dont Segisor à hauteur de 195 millions d'euros au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019

(vi) Le Groupe définit l'agrégat emprunts et dettes financières comme étant la dette financière brute ajustée des dérivés actifs de trésorerie et des autres actifs financiers. Il s'agit de l'agrégat qui est utilisé pour le calcul des covenants tel que défini dans le nouveau RCF

9.2.2 Variation des dettes financières

en millions d'euros	30 juin 2020	31 décembre 2019
<i>Dettes financières brutes à l'ouverture</i>	9 649	8 980
<i>Dérivés actifs de couverture de juste valeur</i>	(78)	(101)
<i>Autres actifs financiers</i>	(342)	(86)
Emprunts et dettes financières à l'ouverture	9 229	8 794
Nouveaux emprunts ^{(i) (iii) (vii)}	1 064	4 542
Remboursements ^{(ii) (iii) (vii)}	(837)	(3 701)
Variation juste valeur des emprunts couverts	(5)	86
Variation des intérêts courus	(63)	26
Écarts de conversion ^(iv)	(915)	(63)
Variation de périmètre ^(v)	(20)	(135)
Reclassement des passifs financiers associés à des actifs détenus en vue de la vente	69	(13)
Variation des autres actifs financiers	18	(256)
Autres et reclassements ^(vi)	14	(51)
Emprunts et dettes financières à la clôture	8 554	9 229
<i>Dettes financières brutes à la clôture (note 9.2.1)</i>	9 078	9 649
<i>Dérivés actifs de couverture de juste valeur (note 9.2.1)</i>	(165)	(78)
<i>Autres actifs financiers (note 9.2.1)</i>	(360)	(342)

(i) Sur le 1^{er} semestre 2020, les nouveaux emprunts comprennent principalement (a) l'émission chez GPA d'un emprunt obligataire pour 2 000 millions de réais soit 369 millions d'euros ainsi que des nouveaux emprunts bancaires pour 1 424 millions de réais soit 263 millions d'euros et (b) l'utilisation chez Éxito de lignes de crédit pour 1 525 milliards de pesos colombiens soit 375 millions d'euros.

En 2019, les nouveaux emprunts comprenaient principalement les opérations décrites ci-après : (a) l'émission chez Quatrim, filiale contrôlée à 100% par Casino, Guichard-Perrachon, d'un emprunt obligataire et émission chez Casino, Guichard-Perrachon d'un prêt à terme placé auprès d'investisseurs (" Term Loan B ") pour un montant total de 1 800 millions d'euros en novembre 2019 et (b) l'émission par le sous-groupe GPA d'un emprunt obligataire pour 8 000 millions de réais soit 1 812 millions d'euros essentiellement suite à l'opération de simplification de la structure du Groupe en Amérique latine réalisée fin 2019 et de « promissory notes » de 1 600 millions de réais soit 362 millions d'euros ainsi que des nouveaux emprunts bancaires pour 2 168 millions de réais soit 491 millions d'euros.

(ii) Sur le 1^{er} semestre 2020, les remboursements d'emprunts sont liés principalement au remboursement d'emprunts obligataires chez Casino, Guichard-Perrachon pour 257 millions d'euros (financés par le compte séquestre à hauteur de 193 millions d'euros) et chez GPA pour 2 294 millions de réais soit 424 millions d'euros.

En 2019, les remboursements d'emprunts étaient liés principalement à Casino, Guichard-Perrachon, Quatrim et Casino Finance pour 1 560 millions d'euros (dont (a) rachats des titres obligataires pour 784 millions d'euros en novembre 2019 et (b) remboursement d'un emprunt obligataire pour 675 millions d'euros en août 2019), Éxito et Segisor pour respectivement 1 160 et 204 millions d'euros (dont 198 millions d'euros suite à l'opération de simplification de la structure du Groupe en Amérique latine réalisée fin 2019) et GPA pour 717 millions d'euros.

(iii) Sur le 1^{er} semestre 2020, les flux de trésorerie de financement se résument par un décaissement net de 63 millions d'euros ; ils sont composés de remboursements d'emprunts pour 837 millions d'euros et d'intérêts nets versés hors intérêts sur passifs de loyer pour 290 millions d'euros (note 4.9) compensés à hauteur de 1 064 millions d'euros par de nouveaux emprunts.

En 2019, les flux de trésorerie de financement se résument par un encaissement net de 488 millions d'euros ; ils étaient composés de remboursements d'emprunts pour 3 694 millions d'euros et d'intérêts nets versés hors intérêts sur passifs de loyer pour

361 millions d'euros (note 4.9) compensés à hauteur de 4 542 millions d'euros par de nouveaux emprunts.

(iv) Sur le 1^{er} semestre 2020, les écarts de conversion concernent principalement GPA

(v) Dont -21 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2020 relatifs au contrat de TRS portant sur les titres de Mercialys (note 3.1.1).

En 2019 : dont respectivement -97 et -50 millions d'euros relatifs aux contrats de TRS portant sur les titres de Mercialys (note 3.1.2) et Via Varejo. Le TRS 2019 relatif à Via Varejo a été dénoué en juin 2019.

(vi) Dont -20 millions d'euros de variation des concours bancaires courants en 2019.

(vii) Les variations des titres négociables court terme « NEU CP » sont présentées nettes dans ce tableau.

9.3 Résultat financier

9.3.1 Coût de l'endettement financier net

en millions d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité
Résultat de cession des équivalents de trésorerie	-	-
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	9	11
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9	11
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture ⁽ⁱ⁾	(197)	(166)
Coût de l'endettement financier brut	(197)	(166)
Total du coût de l'endettement financier net	(188)	(156)
<i>Dont France Retail</i>	(125)	(71)
<i>Dont Latam Retail</i>	(58)	(80)
<i>Dont E-commerce</i>	(5)	(5)

(i) Les charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture du 1^{er} semestre 2020 reflètent le coût de la dette après opération de refinancement réalisée en fin d'année 2019 (voir notes aux états financiers 2019) tandis qu'au 1^{er} semestre 2019 elles reflètent le coût de la dette avant opération de refinancement

9.3.2 Autres produits et charges financiers

en millions d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019 retraité
Total des Autres Produits Financiers	87	105
Total des Autres Charges Financières	(350)	(243)
Gains / (Pertes) nets de change (hors opérations de financement) ⁽ⁱ⁾	(14)	(5)
Variation de juste valeur des dérivés hors couverture comptable ⁽ⁱⁱ⁾	(70)	43
Variation de juste valeur des actifs financiers	(3)	(6)
Intérêts financiers sur les passifs de loyers	(138)	(131)
Coût de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	(32)	(36)
Produits / (Charges) nets liées à l'hyperinflation en Argentine	(2)	(4)
Autres	(4)	1
Total autres produits et charges financiers nets	(264)	(139)

(i) Dont 33 millions d'euros de gains de change et 47 millions d'euros de pertes de changes sur le 1^{er} semestre 2020 (1^{er} semestre 2019 : respectivement 19 et 24 millions d'euros de gains et pertes de changes)

(ii) Au 30 juin 2020, la charge nette de 70 millions d'euros reflète principalement la variation de valeur du TRS GPA pour -70 millions d'euros. Cet instrument a fait l'objet d'un dénouement sur le semestre générant un décaissement de 248 millions d'euros (note 4.10). Au 30 juin 2019, le produit net de 43 millions d'euros reflétait principalement (a) la variation de valeur du TRS GPA (+36 millions d'euros) et du forward GPA (+ 20 millions d'euros), ainsi que des dividendes perçus et des coûts de portage associés à ces instruments pour respectivement +1 et -7 millions d'euros et (b) les incidences liées à d'autres instruments dérivés pour -7 millions d'euros

9.4 Juste valeur des instruments financiers

Les tableaux ci-dessous présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des actifs et des passifs consolidés, autres que ceux dont les valeurs comptables correspondent à des approximations raisonnables des justes valeurs tels que les créances clients, les dettes fournisseurs, les actifs et passifs sur contrat, et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Au 30 juin 2020 (en millions d'euros)	Hiérarchie des justes valeurs				
	Valeur comptable	Juste valeur	Prix du marché = niveau 1	Modèles avec paramètres observables = niveau 2	Modèles avec paramètres non observables = niveau 3
Actifs	304	304	45	220	39
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le résultat ⁽ⁱ⁾	75	75	36	-	39
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par OCI ⁽ⁱ⁾	54	54	9	45	-
Dérivés actifs de couverture de juste valeur ⁽ⁱⁱ⁾	165	165	-	165	-
Dérivés actifs de couverture des flux de trésorerie et de couverture d'investissement net ⁽ⁱⁱ⁾	3	3	-	3	-
Autres dérivés actifs	7	7	-	7	-
Passifs	13 632	13 231	4 320	8 730	181
Emprunts obligataires ⁽ⁱⁱⁱ⁾	6 460	6 085	4 320	1 765	-
Autres emprunts ^(iv)	2 617	2 591	-	2 591	-
Passifs de loyers	4 305	4 305	-	4 305	-
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽ⁱⁱ⁾	1	1	-	1	-
Dérivés passifs de couverture des flux de trésorerie et de couverture d'investissement net ⁽ⁱⁱ⁾	57	57	-	57	-
Autres dérivés passifs ⁽ⁱⁱ⁾	11	11	-	11	-
Dettes liées aux engagements de rachat sur intérêts ne donnant pas le contrôle ^(v)	181	181	-	-	181

Au 31 décembre 2019 (en millions d'euros)	Hiérarchie des justes valeurs				
	Valeur comptable	Juste valeur	Prix du marché = niveau 1	Modèles avec paramètres observables = niveau 2	Modèles avec paramètres non observables = niveau 3
Actifs	161	161	6	108	47
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le résultat ⁽ⁱ⁾	41	41	1	-	41
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par OCI ⁽ⁱ⁾	27	27	5	22	-
Dérivés actifs de couverture de juste valeur ⁽ⁱⁱ⁾	78	78	-	78	-
Dérivés actifs de couverture des flux de trésorerie et de couverture d'investissement net ⁽ⁱⁱ⁾	1	1	-	1	-
Autres dérivés actifs	13	13	-	6	7
Passifs	14 719	14 402	4 687	9 548	167
Emprunts obligataires ⁽ⁱⁱⁱ⁾	7 418	7 102	4 687	2 416	-
Autres emprunts ^(iv)	2 214	2 213	-	2 213	-
Passifs de loyers	4 676	4 676	-	4 676	-
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽ⁱⁱ⁾	17	17	-	17	-
Dérivés passifs de couverture des flux de trésorerie et de couverture d'investissement net ⁽ⁱⁱ⁾	41	41	-	41	-
Autres dérivés passifs ⁽ⁱⁱ⁾	186	186	-	186	-
Dettes liées aux engagements de rachat sur intérêts ne donnant pas le contrôle ^(v)	166	166	-	-	166

(i) La juste valeur des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur est généralement déterminée en utilisant les techniques d'évaluation usuelles. Les actifs financiers pour lesquels une juste valeur n'a pu être déterminée de manière fiable ne sont pas présentés dans cette note

(ii) Les instruments dérivés font l'objet d'une évaluation (interne ou externe) sur la base des techniques d'évaluations usuelles de ce type d'instruments. Les modèles d'évaluation intègrent les paramètres observables de marché (notamment les courbes des taux d'intérêts) et la qualité de contrepartie. Les dérivés de couverture de juste valeur sont quasi intégralement adossés à des emprunts financiers

(iii) La valeur de marché a été déterminée pour les emprunts obligataires cotés sur la base du dernier prix de marché à la date de clôture

(iv) La juste valeur des autres emprunts a été déterminée sur la base d'autres méthodes de valorisation telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie en tenant compte du risque de crédit du Groupe et des conditions de taux d'intérêt à la date de clôture

(v) La juste valeur relative aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle est déterminée en appliquant les formules de calcul du contrat et est, le cas échéant, actualisée ; ces formules sont considérées comme représentatives de la juste valeur et utilisent notamment des multiples de résultat net

9.5 Risque de crédit commercial

L'exposition au risque de crédit ainsi que le risque de perte de valeur estimée des créances commerciales se présentent comme suit :

en millions d'euros	Montant non échu	Créances clients échues à la date de clôture			Total des créances échues	Total
		Retard n'excédant pas 1 mois	Retard compris entre 1 et 6 mois	Retard supérieur à 6 mois		
30 juin 2020						
Créances clients	594	48	118	159	325	919
Provision / Perte attendue jusqu'à échéance	(7)	(3)	(23)	(79)	(105)	(112)
Total valeurs nettes	587	45	95	79	220	807
Au 31 Décembre 2019						
Créances clients	579	79	120	162	361	940
Provision / Perte attendue jusqu'à échéance	(3)	(11)	(15)	(75)	(101)	(104)
Total valeurs nettes	576	68	105	86	260	836

9.6 Risque de liquidité

Comme décrit dans l'annexe aux comptes consolidés 2019, l'approche du Groupe est de gérer le risque de liquidité en s'assurant qu'il dispose de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions de marché normales ou dans un environnement dégradé.

Au 30 juin 2020, la situation de liquidité du Groupe s'appuie sur :

- des lignes de crédit confirmées non tirées pour un montant total de 2 420 millions d'euros (dont 2 133 millions d'euros au niveau du périmètre France à plus d'un an) ;
- une trésorerie de 2 207 millions d'euros (dont 922 millions d'euros disponibles en France) ;
- 186 millions d'euros séquestrés en France en relation avec le refinancement « RCF ».

Casino Guichard-Perrachon bénéficie des financements suivants au 30 juin 2020 (France Retail) :

- des emprunts obligataires non sécurisés pour un montant de 3 622 millions d'euros ;
- des obligations High Yield sécurisées de 800 millions d'euros ;
- un Term-Loan B de 1 000 millions d'euros.

Casino, Guichard-Perrachon peut également se financer via des titres négociables à court terme « NEU CP » ; leurs encours au 30 juin 2020 s'élèvent à 106 millions d'euros (France Retail) ; ces financements sont réalisés dans le cadre d'un programme dont le plafond s'élève à 2 000 millions d'euros et dont la disponibilité varie en fonction des conditions de marchés et de l'appétit des investisseurs. Ce financement n'est soumis à aucun covenant financier.

Gestion de la dette court terme

En complément du financement via des titres négociables à court terme « NEU CP » mentionné ci-dessus, le Groupe effectue des cessions de créances sans recours et sans implication continue au sens IFRS 7 et effectue également des opérations de financement des fournisseurs.

Les dettes fournisseurs au 30 juin 2020 incluent un montant de 862 millions d'euros (dont 427, 408 et 27 millions d'euros respectivement liés aux segments France Retail, Latam Retail et E-commerce) ayant fait l'objet d'un programme de « reverse factoring » vs. 1 594 millions d'euros au 31 décembre 2019 (dont 445, 1 092 et 57 millions d'euros respectivement liés aux segments France Retail, Latam Retail et E-commerce).

Gestion de la dette moyen et long terme

Dans le cadre de l'exercice de gestion de sa liquidité moyen et long terme, le Groupe a refinancé fin 2019 l'ensemble de ses lignes confirmées par une nouvelle ligne de crédit confirmée (« RCF ») de 2 milliards d'euros de maturité octobre 2023 (octobre 2022 si la souche obligataire à échéance janvier 2023 n'est pas refinancée à cette date).

Le Groupe a également levé deux financements en novembre 2019 : un prêt à terme sécurisé de 1 milliard d'euros et une dette obligataire sécurisée de 800 millions d'euros.

Financements corporate soumis à covenants au 30 juin 2020

Depuis le 31 mars 2020, Casino, Guichard-Perrachon est soumis à 2 covenants sur le périmètre France Retail et E-Commerce et calculés sur une fréquence trimestrielle (sur la base d'agrégats 12 mois glissants) aux covenants suivants :

Nature du covenant à respecter (France et E-commerce)	Nature des financements soumis à covenants	Fréquence des tests	Résultat du covenant au 30 juin 2020
Dette Financière ⁽¹⁾ / EBITDA ⁽²⁾ < 7,50 ⁽³⁾	▪ RCF de 2 000 millions d'euros	Trimestrielle	6,6
EBITDA ⁽²⁾ / coût de l'endettement financier net > 2,25			3,8

(1) La dette financière telle que définie dans les contrats bancaires correspond à l'agrégat « emprunts et dettes financières » des segments France Retail et E-commerce tels que présentés en note 9.2.1 et de certaines holdings de GPA présentées dans le secteur Latam (notamment Segisor)

(2) L'EBITDA tel que défini dans les contrats bancaires correspond au Résultat Opérationnel Courant France Retail et E-commerce, retraité (i) des dotations nettes aux amortissements et provisions, (ii) des remboursements de passifs de loyers et (iii) des intérêts financiers liés aux passifs de loyers

(3) 7,50x au 30 juin 2020, 7,25x au 30 septembre 2020, 5,75x au 31 décembre 2020, 6,50x au 31 mars 2021, 6,00x au 30 juin 2021 et au 30 septembre 2021, 4,75x à partir du 31 décembre 2021

Les covenants portant sur les autres financements corporate (lignes de crédit syndiquées de 198 millions d'euros et 25 millions de dollars n'ont pas évolué par rapport aux comptes clos le 31 décembre 2019. Il en est de même pour les financements des filiales soumis à covenants.

Note 10 Capitaux propres

10.1 Eléments sur capital social, sur actions propres et d'autocontrôle

Au 30 juin 2020, le capital social s'élève à 165 892 132 euros et est composé de 108 426 230 actions émises et entièrement libérées tout comme au 31 décembre 2019. Les actions ont une valeur nominale de 1,53 euro.

Au 30 juin 2020, le nombre d'actions auto-détenues s'élève à 658 790, représentant 22 millions d'euros (830 257 actions représentant 28 millions d'euros au 31 décembre 2019). Elles ont été acquises principalement dans le cadre de la couverture des plans d'attribution d'actions gratuites.

Par ailleurs, 16 746 actions propres sont détenues dans le cadre du contrat de liquidité représentant 1 million d'euros (aucune action au 31 décembre 2019).

Ainsi le nombre total d'actions propres détenues par le Groupe au 30 juin 2020 s'élève à 675 536 représentant un montant de 23 millions d'euros.

Sur le 1^{er} semestre 2019, l'incidence des opérations d'achats et de ventes de la période représentait une diminution des capitaux propres de 58 millions d'euros représentant également le flux de décaissement de la période (dont principalement 40 millions d'euros au titre des achats d'actions effectués par Casino en vue de l'annulation de ces titres et 18 millions d'euros au titre de la variation du nombre d'actions auto-détenues au titre du contrat de liquidité entre le 31 décembre 2018 et le 30 juin 2019).

Vesa Equity Investment

Le 20 janvier 2020, Vesa Equity Investment a annoncé avoir franchi le seuil de 5% du capital de Casino, Guichard-Perrachon pour atteindre 5.64% du capital. A la date du 16 juin 2020, sa participation au capital était de 4,85%.

10.2 Composition des autres réserves

En millions d'euros	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Instruments de capitaux propres ⁽ⁱ⁾	Instruments de dette ⁽ⁱ⁾	Total autres réserves
Au 1^{er} janvier 2019	(8)	(1)	(2 326)	(107)	(2)	(2)	(2 446)
Variations	(23)	-	(59)	(11)	(2)	1	(94)
Au 31 décembre 2019	(32)	(1)	(2 385)	(118)	(3)	(1)	(2 540)
Variations	(12)	-	(469) ⁽ⁱⁱ⁾	2	-	-	(480)
Au 30 juin 2020	(44)	(1)	(2 855)	(116)	(3)	(1)	(3 020)

(i) Instruments évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global (OCI)

(ii) La variation négative du 1^{er} semestre 2020 de -469 millions d'euros résulte principalement de la dépréciation de la monnaie brésilienne pour -373 millions d'euros et colombienne pour -79 millions d'euros.

10.3 Intérêts ne donnant pas le contrôle significatifs

INFORMATIONS FINANCIERES RESUMEES DES PRINCIPALES FILIALES PRESENTANT DES PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE SIGNIFICATIVES

Les informations présentées dans le tableau ci-dessous sont en conformité avec les normes IFRS, ajustées le cas échéant des réévaluations de juste valeur à la date de prise ou perte de contrôle et des retraitements d'homogénéisation de principes comptables avec ceux du Groupe. Les montants sont présentés avant éliminations des comptes et opérations réciproques.

En millions d'euros	GPA ⁽ⁱ⁾	
	2020	2019 retraité
Pays	Brésil	
<u>Pour la période du 1^{er} semestre :</u>		
Chiffre d'affaires	7 393	7 902
Résultat net des activités poursuivies	63	50
Résultat net des activités abandonnées	10	20
Résultat net consolidé	73	70
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les activités poursuivies</i>	43	49
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les activités abandonnées</i>	6	15
Autres éléments du résultat global	(976)	112
Résultat global de la période	(903)	182
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	(651)	124
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(250)	(949)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	(102)	186
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financements	239	(301)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	(398)	113
Variation de trésorerie	(510)	(951)
<i>Dividendes versés au Groupe ⁽ⁱⁱ⁾</i>	12	30
<i>Dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle sur l'exercice ⁽ⁱⁱ⁾</i>	28	42
<u>Au 30 juin 2020 et 31 décembre 2019 :</u>		
<i>% de détention des intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽ⁱⁱⁱ⁾</i>	58,7%	58,7%
<i>% des droits de vote des intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽ⁱⁱⁱ⁾</i>	58,7%	0,06%
Actifs non courants	8 606	10 863
Actifs courants	3 537	4 428
Passifs non courants	(4 138)	(4 670)
Passifs courants	(3 611)	(5 148)
Actif net	4 395	5 472
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	2 806	3 456
<i>% de détention moyen du Groupe sur le 1^{er} semestre ⁽ⁱⁱⁱ⁾</i>	41,3%	33,1%
<i>% de détention du Groupe au 30 juin ⁽ⁱⁱⁱ⁾</i>	41,3%	33,1%

(i) GPA y compris Éxito, l'Uruguay et l'Argentine

(ii) GPA a une obligation de distribuer des dividendes à hauteur de 25% du bénéfice net de l'exercice

(iii) Les pourcentages des intérêts ne donnant pas le contrôle mentionnés dans ce tableau s'entendent aux bornes du groupe Casino et ne comprennent pas les propres intérêts ne donnant pas le contrôle des sous-groupes. Au 31 décembre 2019, Casino détenait 99,9% des droits de vote et 41,3% des intérêts dans GPA. Depuis l'entrée de GPA sur le Novo Mercado de B3SA – Brésil, Bolsa, Balcao (« B3 ») qui s'est finalisée le 2 mars 2020, le capital social de GPA est constitué d'une seule catégorie d'actions. Au 30 juin 2020, Casino détient 41,3% des intérêts et des droits de vote dans GPA qui est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe compte tenu d'un contrôle de fait résultant (i) d'une dilution et dispersion des autres investisseurs et (ii) d'une majorité de membres Casino nommés au Conseil d'Administration.

10.4 Dividendes

L'Assemblée générale des actionnaires du 17 juin 2020 a approuvé la décision de ne pas distribuer de dividendes en 2020 au titre de l'exercice 2019.

Les décisions liées aux futures distributions seront prises en fonction de la situation financière du Groupe, dans son intérêt social et dans le respect de la documentation bancaire et obligataire.

Les coupons attribuables aux porteurs de TSSDI se présentent comme suit :

en millions d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019
Coupons attribuables aux porteurs de TSSDI (Impact capitaux propres)	34	39
Dont montant versé au cours de l'exercice	30	37
Dont montant à verser	4	3
Impact tableau de flux de trésorerie de l'exercice	33	42
Dont coupons attribués et payés sur l'exercice	30	37
Dont coupons attribués sur l'exercice précédent et payés sur l'exercice	3	6

Note 11 Autres provisions

11.1 Décomposition et variations

en millions d'euros	1 ^{er} janvier 2020	Dotations 2020	Reprises utilisées 2020	Reprises non utilisées 2020	Variation de périmètre	Variation de change	Autres	30 juin 2020
Litiges	444	32	(17)	(14)	-	(108)	-	337
Divers risques et charges	117	34	(28)	(9)	3	(1)	8	126
Restructurations	50	28	(28)	3	-	-	(13)	40
Total autres provisions	611	94	(74)	(20)	3	(108)	(4)	502
<i>dont non courant</i>	458	29	(18)	(14)	3	(108)	(29)	322
<i>dont courant</i>	153	65	(56)	(6)	-	(1)	24	180

Les provisions pour litiges, risques et charges divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), immobilière (litiges sur travaux, loyers contestés, éviction de locataires...), fiscale ou économique (contrefaçons...) ou de fiscalité indirecte.

De manière plus spécifique, les provisions pour litiges qui s'élèvent à 337 millions d'euros comprennent 301 millions d'euros de provisions relatives à GPA (note 11.2) dont les dotations, reprises utilisées et reprises non utilisées afférentes s'élèvent respectivement à 24, 14 et 14 millions d'euros.

11.2 Détail des provisions pour litiges de GPA

en millions d'euros	Litiges PIS / Cofins / CPMF ⁽ⁱ⁾	Autres litiges fiscaux ⁽ⁱⁱ⁾	Litiges salariaux	Litiges civils	Total
30 juin 2020	9	222	51	19	301
31 décembre 2019	13	302	68	28	411

(i) TVA et taxes assimilées

(ii) Impôts et taxes indirectes (ICMS principalement)

Dans le cadre des litiges présentés ci-dessus et ci-après en note 11.3, GPA conteste le paiement de certains impôts, cotisations et obligations salariales. Dans l'attente des décisions définitives des tribunaux administratifs, ces diverses contestations ont donné lieu à des versements au titre de dépôts judiciaires présentés en « autres actifs non courants ». À ces versements, s'ajoutent les garanties données par GPA, présentées en engagements hors bilan.

en millions d'euros	30 juin 2020			31 décembre 2019		
	Dépôts judiciaires versés	Actifs immobilisés donnés en garantie	Garanties bancaires	Dépôts judiciaires versés	Actifs immobilisés donnés en garantie	Garanties bancaires
Litiges fiscaux	33	123	1 685	53	187	2 029
Litiges salariaux	76	-	127	105	-	119
Litiges civils et autres	11	2	87	18	3	104
Total	119	124	1 899	176	189	2 252

11.3 Passifs et actifs éventuels

Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de litiges et arbitrages avec des tiers ou avec l'administration fiscale de certains pays (dont principalement GPA – voir ci-dessous).

Comme indiqué en note 3.3.1, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées et les contreprises.

▪ Assignations par la DGCCRF d'AMC et d'INCAA et enquêtes des autorités de la concurrence française et européenne

Le groupe Casino a été assigné, le 28 février 2017, devant le Tribunal de commerce de Paris par le Ministre de l'Économie, représenté par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF). Cette assignation concernait une série d'avoirs émis en 2013 et 2014 par 41 fournisseurs pour un montant global de 22 millions d'euros et portait sur le remboursement de cette somme aux fournisseurs concernés, assorti d'une amende civile de 2 millions d'euros.

Le Tribunal de commerce de Paris a rendu son jugement le 27 avril 2020 et a débouté la DGCCRF pour la majorité de ses demandes. Le Tribunal de commerce de Paris a jugé que les manquements allégués par la DGCCRF concernant 34 fournisseurs n'étaient pas démontrés et n'a fait droit que partiellement aux demandes de la DGCCRF concernant les 7 autres fournisseurs. Le Tribunal de commerce de Paris a condamné le groupe Casino au remboursement d'une série d'avoirs émis en 2013 et 2014 par 7 fournisseurs portant sur un montant de 2 millions d'euros, ainsi qu'au versement d'une amende civile de 1 million d'euros.

Le groupe Casino maintient sa position quant au respect de la réglementation en vigueur dans le cadre de ses négociations avec les fournisseurs concernés et étudie la possibilité de faire appel de ce jugement. A ce stade, le jugement n'a pas été signifié à partie et le délai pour faire appel n'a donc pas commencé à courir. Un appel serait suspensif.

Par ailleurs, la centrale de négociation commune d'Intermarché et Casino, la société INCA Achats et chacune de ses mères respectives ont été assignées le 11 avril 2017 pour déséquilibre dans la relation économique et pratiques commerciales abusives en 2015 à l'encontre de 13 multinationales du secteur de l'hygiène-parfumerie, assortie d'une demande d'amende civile de 2 millions d'euros.

Cette procédure judiciaire suit son cours. Le Groupe estime avoir respecté la réglementation en vigueur dans le cadre de ses négociations avec les fournisseurs concernés par cette assignation. En conséquence, aucune provision n'a été constituée à ce stade.

Par ailleurs, le Groupe fait l'objet d'enquêtes régulières menées par les autorités de la concurrence française et européenne.

Au début du mois de février 2017, l'Autorité de la concurrence a mené des opérations de visite et saisies dans les locaux des sociétés Vindémia Logistique et Vindémia Group dans les secteurs de l'approvisionnement et de la distribution de produits de grande consommation sur l'île de la Réunion.

À ce stade, aucune communication de griefs n'a été adressée par l'Autorité de la concurrence. Le groupe Casino n'est pas en mesure de se prononcer sur l'issue de cette enquête.

En outre, fin février 2017, la Commission européenne a mené des opérations de visite et saisies dans les locaux des sociétés Casino, Guichard-Perrachon, Achats Marchandises Casino – A.M.C. (anciennement E.M.C. Distribution) et Intermarché-Casino Achats (INCA-A) concernant les marchés de l'approvisionnement en biens de consommation courante, de la vente de services aux fabricants de produits de marque et de vente aux consommateurs de biens de consommation courante.

En mai 2019, la Commission européenne a procédé à de nouvelles opérations de visite et saisies dans les locaux des mêmes sociétés (sauf INCA-A, qui a depuis cessé son activité et est en cours de liquidation).

Aucune communication de griefs n'a été adressée par la Commission européenne. Des recours contre les opérations de visite et saisies de la Commission européenne sont pendants devant le Tribunal de l'Union européenne. A ce stade, le groupe Casino n'est pas en mesure de se prononcer sur l'issue de cette enquête.

Enfin, en juin 2018, suite à la notification déposée conformément à la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, l'Autorité de la concurrence a ouvert une enquête non-contentieuse sur les rapprochements à l'achat dans le secteur de la grande distribution à dominante alimentaire. L'enquête concerne notamment la centrale de négociation entre Auchan, Casino, Métro et Schiever, dénommée Horizon. Cette enquête suit actuellement son cours.

▪ Arbitrage entre GPA et Peninsula

Le 12 septembre 2017, GPA a reçu une demande d'arbitrage de la part de Fundo de Investimento Imobiliário Peninsula ("Peninsula") afin de discuter du mode de calcul des charges de location et d'autres sujets opérationnels liés à des contrats de location portant sur des magasins détenus par Peninsula et exploités par GPA. Les contrats concernés ont une durée de 20 ans depuis 2005 et sont renouvelables pour une nouvelle période de 20 ans à la seule discrétion de GPA ; ces contrats définissent le calcul des loyers.

Malgré les discussions liées à l'application des contrats, la demande d'arbitrage n'affecte pas l'exploitation des magasins en location, qui est contractuellement assurée. Dans l'état actuel du processus d'arbitrage, le risque d'exposition de la société ne peut pas raisonnablement être déterminé. Sur la base de l'opinion de ses conseillers juridiques, la société a estimé comme possible le risque de perte devant le tribunal arbitral.

▪ Litige entre Cnova et Via Varejo

Le 31 octobre 2016, en amont de l'annonce de décision de GPA d'engager le processus de cession de sa participation dans Via Varejo, Via Varejo a concrétisé son rapprochement avec Cnova Brésil qui représentait l'activité e-commerce au Brésil à l'issue duquel Via Varejo a acquis 100 % de Cnova Brésil auprès de Cnova N.V (« Cnova »). Cet accord contenait, entre autres, des clauses habituelles d'indemnisation au titre de garantie de passif.

En septembre 2019, Via Varejo a notifié à Cnova un appel en garantie pour un montant non documenté d'environ 65 millions de réais (11 millions d'euros), concernant des litiges sociaux et clients. Suite à cette notification, Cnova et Via Varejo ont échangé des informations dans le but d'analyser l'existence et, le cas échéant, l'étendue de la demande d'indemnisation. Compte tenu de la longue analyse en cours et des discussions potentielles qui vont en découler, Cnova n'est pas en mesure de déterminer l'étendue de son exposition à ce risque. Le 20 juillet 2020, Cnova a reçu une notification indiquant que Via Varejo avait débuté la procédure d'arbitrage. À ce jour, aucune information supplémentaire n'a été fournie dans le cadre du processus d'arbitrage et, par conséquent, Cnova n'est toujours pas en mesure de déterminer l'étendue du risque et / ou de sa responsabilité, le cas échéant.

▪ Passifs fiscaux, sociaux et civils éventuels de GPA

en millions d'euros	30 juin 2020	31 décembre 2019
INSS (cotisations sociales patronales liées au régime de protection sociale)	75	100
IRPJ - IRRF et CSLL (impôts sur les bénéfices)	171	234
PIS, COFINS et CPMF (TVA et taxes assimilées)	327	448
ISS, IPTU et ITBI (impôt sur les services, impôt sur la propriété immobilière urbaine et impôt sur les opérations immobilières)	29	27
ICMS (TVA)	1 017	1 355
Litiges civils	67	89
Total	1 686	2 254

GPA a recours à des sociétés de conseils dans le cadre de litiges fiscaux, dont les honoraires dépendent de la résolution des litiges en faveur de GPA. Au 30 juin 2020, le montant estimé de ces honoraires s'élève à 33 millions d'euros (31 décembre 2019 : 44 millions d'euros).

Par ailleurs, Casino a accordé à sa filiale brésilienne une garantie spécifique qui porte sur des notifications reçues de l'administration pour un montant cumulé au 30 juin 2020 de 1 423 millions de réais (31 décembre 2019 : 1 409 millions de réais), intérêts et pénalités compris et sur lesquelles Casino s'engage à indemniser GPA à hauteur de 50% du préjudice que cette dernière subirait pour autant que ce préjudice soit définitif. Sur la base de l'engagement donné par Casino à sa filiale, l'exposition ressort à 712 millions de réais, soit 116 millions d'euros (31 décembre 2019 : 705 millions de réais, soit 156 millions d'euros). Les risques sous-jacents sont considérés possibles ; à ce titre, aucune provision n'est constatée dans les comptes.

▪ Actifs éventuels de GPA

Exclusion de l'ICMS du calcul des taxes PIS et COFINS

Depuis l'adoption du régime non-cumulatif des crédits de taxes PIS et COFINS, GPA défend le droit de déduire la taxe ICMS de la base de calcul de ces deux taxes. Le 15 mars 2017, la Cour suprême fédérale brésilienne (STF) a statué sur le fait que l'ICMS devait être exclu de la base de calcul des taxes PIS et COFINS, donnant ainsi droit à la thèse défendue par GPA.

Depuis la décision de la Cour suprême le 15 mars 2017, les étapes de la procédure se poursuivent conformément aux attentes de GPA et de ses conseillers sans remise en cause de ses jugements exercés qui avaient conduit à des reprises de provisions, en l'absence néanmoins d'une décision finale de la Cour. GPA et ses conseillers juridiques externes estiment que cette décision relative aux modalités d'application ne limitera pas ses droits aux procédures judiciaires qu'elle a entamées depuis 2003 et toujours en cours. Il n'est pour autant pas possible de reconnaître un actif à ce titre tant que ces éléments de procédure ne sont pas clos. GPA a estimé l'actif éventuel de ces crédits fiscaux à 1 198 millions de réais (soit 196 millions d'euros) au 30 juin 2020.

Par ailleurs, et conformément aux accords d'actionnaires entre GPA et la famille Klein suite à la création de Via Varejo, toujours en vigueur au 30 juin 2020, GPA a légalement le droit d'obtenir de Via Varejo le remboursement des mêmes crédits fiscaux que ceux mentionnés ci-dessus, au titre de son ancienne filiale Globex, pour la période allant de 2003 à 2010. Via Varejo ayant obtenu un jugement en dernière instance de son procès vis-à-vis de l'administration fiscale en Mai 2020, GPA a en conséquence un droit inconditionnel envers Via Varejo pour le remboursement de ces crédits fiscaux. GPA a reconnu à ce titre un montant brut de 158 millions de réais en résultat (soit 29 millions d'euros) (note 3.2.2). Dans l'attente de la justification complète à fournir par Via Varejo pour la période allant de 2003 à 2007, GPA considère ces crédits fiscaux comme un actif éventuel, estimé à 350 millions de réais (soit 57 millions d'euros) au 30 juin 2020.

Note 12 Transactions avec les parties liées

La société Casino, Guichard-Perrachon est contrôlée par la société Rallye, elle-même détenue par Foncière Euris. Au 30 juin 2020, le groupe Rallye détient 52,3 % du capital de Casino, Guichard-Perrachon et 63,7 % des droits de vote (sur la base du nombre de droits de vote réels déduction faite des actions auto-détenues). A la date du 17 juillet 2020, le Groupe Rallye a franchi à la baisse le seuil de 50% du capital de Casino, Guichard-Perrachon avec un taux de détention de 43,6% et 56,5% des droits de vote.

La Société entretient des relations habituelles, dans le cadre de la gestion courante du Groupe, avec l'ensemble de ses filiales. La Société et ses filiales bénéficient de l'assistance en matière stratégique de la société Euris, société de contrôle ultime, avec laquelle des conventions de conseil et d'assistance en matière stratégique ont été conclues. Elles bénéficient également d'autres prestations courantes de la part d'Euris et de Foncière Euris (mise à disposition de personnel et de locaux). Ces relations n'ont pas évolué par rapport à celles de l'exercice précédent. Le montant enregistré en charge sur la période relatif à ces conventions envers Casino et ses filiales s'élève à 1,9 millions d'euros dont 1,7 millions d'euros au titre de l'assistance en matière stratégique et 0,3 million d'euros au titre de la mise à disposition de personnel et de locaux.

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunération des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2019, et aucune transaction inhabituelle par sa nature ou son montant n'est intervenue au cours de la période.

Les transactions avec les entreprises associées et coentreprises sont présentées en note 3.3.2.

Casino, Guichard-Perrachon

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Casino, Guichard-Perrachon, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration le 29 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 29 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense, le 30 juillet 2020

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Frédéric Moulin

Patrice Choquet

Yvon Salaün

Alexis Hurtrel

Attestation des personnes responsables

J'atteste à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion (pages 3 à 11 de ce rapport) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 29 juillet 2020
Jean-Charles Naouri
Président-Directeur général